_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

ÉTUDIANTE AU TRAVAIL

La prostitution étudiante : une réalité

Dossier : pages 13 et 14

QUARTIER LIBRE - Vol. 16 • numéro 4 • 15 octobre 2008 • www.quartierlibre.ca

CAMPUS

Dossier :
où en sont les bibliothèques de l'UdeM ?

Pages 4 et 5

SOCIÉTÉ

Les Roms en Europe
Discrimination

Page 16

CULTURE

Lutte :
sous le lycra la sueur, sous la brute l'acteur

Page 20

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 2

SAÉ : vers un dénouement de l'impasse?

En août dernier, la FAÉCUM soulignait l'état de crise dans lequel se trouvent les Services aux étudiants (SAÉ). Cette situation résulte d'une décision prise unilatéralement cet été par l'administration de couper près de 400 000 $ dans les SAÉ. La FAÉCUM a réagi rapidement suite à l'annonce de cette décision et a tout fait pour retarder l'application du plan de contingence qui a entraîné la suspension de plusieurs services (le Grand Bazar, la Semaine de la solidarité, les troupes de danse, de théâtre et de chant, etc.).

Les SAÉ sont financés à 85% par la contribution des étudiants. Le reste provient d'une subvention gouvernementale et des revenus générés par certains services. L'impasse actuelle s'explique principalement par le fait que les dépenses reliées aux SAÉ, notamment les salaires et autres coûts de système, augmentent chaque année, alors que les revenus, eux, sont demeurés stables ; la cotisation étudiante reliée aux SAÉ n'ayant pas été augmentée depuis 2001. À partir de ce constat, il fallait se poser la question de savoir si les services offerts par les SAÉ sont pertinents et si une hausse de la cotisation est justifiée pour maintenir les services en place?

Par ailleurs, il ne faudrait pas oublier un élément important dans l'analyse de la situation : la gestion des SAÉ. En effet, puisque les étudiants financent à hauteur de 85% ces services, ne devraient-ils pas être en mesure de décider ce qu'ils veulent faire de cet argent? Les principales décisions concernant les services aux étudiants sont prises au sein du Conseil des SAÉ (COSAÉ) où les étudiants sont majoritaires. Historiquement, l'Université a toujours respecté les décisions prises par le COSAÉ. Or, la coupure unilatérale effectuée cet été rompt avec cette tradition de respect des décisions du COSAÉ et mène à un recul important pour les étudiants.

L'entente

La nouvelle entente que la FAÉCUM proposa lors du dernier Congrès général extraordinaire devait respecter certains principes élémentaires, soit :

1. Sauver les services en évitant les coupures
2. Maintenir le coût le plus bas pour les étudiants
3. Que l'Université contribue également à la sauvegarde des SAÉ

C'est donc à partir de ces principes que la FAÉCUM a présenté la proposition suivante :

- Accepter une hausse de 1,50 $ par crédit, plafonnée à 15 crédits par session (22,50$) afin de maintenir les services;
- Que cette hausse soit conditionnelle à une contribution de 300 000 $ annuelle de l'Université de Montréal pour certains projets et aménagements;
- Que cette hausse soit conditionnelle à une contribution de 225 000 $ annuelle de la part de l'Université de Montréal dégagée par la hausse des frais institutionnels obligatoires ;
- Que cette hausse soit conditionnelle à la mise en place d'une formule de financement pour la contribution de l'Université de Montréal fondée sur un calcul de la proportion de l'utilisation des services par la communauté universitaire;
- Que cette hausse soit conditionnelle à la création d'un sous-comité du COSAÉ consacré à la gestion des sommes dépassant ce qui est nécessaire au maintien des services provenant des étudiants de la Faculté de l'éducation permanente, afin d'améliorer la persévérance aux études et de favoriser la reconnaissance des acquis;
- Que l'Université travaille de bonne foi auprès du gouvernement afin de faire augmenter la subvention du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour les SAÉ;
- Que le Conseil des SAÉ soit mandaté pour proposer un scénario de financement à long terme de ces services.

La fin de la crise?

La FAÉCUM est fière d'annoncer que lors de ce congrès, les associations étudiantes ont accepté, à une très forte majorité, le projet d'entente sur le financement des SAÉ. Avec cette entente, les étudiants acceptent de contribuer davantage pour des services auxquels ils tiennent réellement. Ils ont choisi d'offrir 1,51 million de dollars de leur poche afin de rétablir les activités culturelles, humanitaires et communautaires au même niveau que l'an dernier. En échange, ils demandent à l'administration de l'Université de démontrer clairement l'importance qu'elle accorde aux services aux étudiants. Le rectorat doit donc se prononcer. S'il tient à maintenir les services aux étudiants, l'administration acceptera le 1,51M $ que les étudiants lui offrent pour rétablir les services coupés. Advenant la ratification de l'entente par le Comité exécutif de l'Université, la crise que nous vivons actuellement serait réglée pour les deux prochaines années ! Le ciné-campus, la troupe de théâtre, la semaine de la solidarité, et tous les autres services coupés pourraient revivre et continuer à contribuer à l'amélioration de la vie étudiante sur le campus et favoriser la réussite scolaire.

La suite des choses

La FAÉCUM est consciente que la proposition adoptée en Congrès général extraordinaire ne constitue pas une solution définitive au problème des SAÉ. Tout au plus, nous gagnons du temps. Les sommes qui seraient injectées dans les SAÉ suite à l'entente permettraient de maintenir les services pour environ deux ans. Après quoi, nous prévoyons un retour aux déficits. Néanmoins, cela laisserait le temps aux étudiants et à l'administration de mettre sur pied un véritable plan de développement permettant d'améliorer les services et leur accessibilité. Cela nous permettrait également d'exercer les pressions nécessaires auprès du gouvernement afin qu'il augmente sa part dans le financement des services aux étudiants. En somme, la proposition d'entente que les étudiants soumettent à l'Université permet d'éteindre un feu que l'Université avait allumé l'été dernier et donne aux étudiants et à l'administration le temps de réfléchir et préparer un plan de développement des SAÉ qui inclura notamment un projet de financement à long terme.

Bureau exécutif de la FAÉCUM

Les stages de formation en enseignement : une situation intenable

Depuis la réforme de la formation initiale des maîtres, le cursus des étudiants en enseignement comprend l'obligation de réaliser des stages d'une durée croissante totalisant 700 heures. Le quatrième et dernier de ces stages est le plus exigeant de tous. D'une durée de 10 à 14 semaines à temps plein, il requiert que les étudiants prennent en charge une classe d'élèves en assumant toutes les responsabilités d'un enseignant qualifié : préparations des cours, suivis, corrections, tutorats, rencontres des parents, etc. Cette charge de travail considérable, représentant jusqu'à 62.3 heures de travail par semaine (d'après un sondage réalisé en mai 2007), exerce une pression considérable sur les finances des étudiants puisqu'il leur est impossible de cumuler les activités de stage et un emploi à temps partiel. Il en découle des pertes de revenu échelonnées entre 1980 $ et 3240 $ sur la période du stage (d'après le même sondage).

Le mouvement étudiant en général dont notamment la FAÉCUM a constaté cette problématique et s'est donné comme objectif d'y remédier en faisant campagne. Notre objectif est d'obtenir pour les étudiants en enseignement la rémunération de 40 heures par semaine au salaire minimum pour leur quatrième stage. Ce principe consensuel au sein des membres de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) apparaît à bien des égards comme le meilleur moyen d'assurer à ces étudiants, en majorité des femmes, une vie décente. Il s'agit également de leur permettre de tirer pleinement parti de leur stage en leur fournissant les moyens de se concentrer sur leurs activités plutôt que sur leur portefeuille.

Enfin, précisons qu'obtenir la rémunération des stages en enseignement constituera une avancée pour tous les étudiants du Québec puisque cela représentera la reconnaissance du travail que font les étudiants et des difficultés financières rencontrées lors des stages de longue durée que l'on retrouve dans les domaines de formation professionnelle.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 3

À LA UNE

L'uniforme d'écolière de certaines travailleuses du sexe n'est pas un fantasme, c'est une réalité. La prostitution étudiante ne fait que révéler la précarisation étudiante (une moyenne de 11 500 $ de dettes chez l'universitaire québécois). Au final, cet « argent facile » est durement gagné par ces hommes et ces femmes qui peinent à joindre les deux bouts. Lisez leurs témoignages, ainsi que l'analyse des experts, en pages 13 et 14.

PHOTO DE LA UNE : ALASTOR

SOMMAIRE

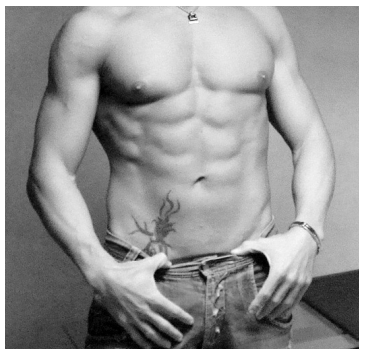
CAMPUS

État des bibliothèques de l'UdeM ..... p. 4
Le point de vue du directeur général des bibliothèques ..... p. 5
L'argent des retards ..... p. 5
Serrer la langue ..... p. 6
Centres de documentation : extinction ..... p. 6
Revue de presse étudiante ..... p. 7
Services aux étudiants : le verdict ..... p. 7
Le ménage prend le bord ..... p. 9

Soccer : les filles dominent ..... p. 10
Football : défaite ..... p. 10
Audrey Bonneville ramène l'or du Pérou ... p. 10
Étudiants candidats ..... p. 11
Tête chercheuse ..... p. 11

SOCIÉTÉ

Une étudiante escorte ..... p. 12
Corps professionnel ..... p. 14



Prostitution étudiante ..... p. 14
La crise financière pour les nuls p.15

MONDE

Europe et haine ..... p. 16
www en Afrique ..... p. 17
Revue de presse internationale ..... p. 17

CULTURE

Sang pure sang cinéma québécois ..... p. 18
Documentaire : les caricatures ..... p. 19
Les 10 ans de l'ATSA ..... p. 19
À fleurs de muscle ..... p. 20

Danse dehors ..... p. 21
Chronique BD : les Moomins ..... p. 22

Quartier Libre

RÉDACTEUR EN CHEF
Thomas Gerbet - redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Marc-André Labonté
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Aryanne Besner Quintal
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Constance Tabary
culture@quartierlibre.ca

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - dessin@quartierlibre.ca

BÉDÉISTES
Vincent Giard, Evlyn Moreau, Zviane

PHOTOGRAPHES
Joël Lemay

JOURNALISTES
Christine Berger, Christian Bergeron, Cynthia Brisson, Gabrielle Charbonneau, Ilan Dehé, Julie Delporte, Céline Fabries, Julia Haurio, Simon Hébert, Arthur Lacomme, Émilie Langlois, Maude L'Archevêque, Charles Lecavalier, Mélanie Marquis, amuel Mercier, Isabelle Rainville, Hubert Rioux, Valérie Simard, Naïla Stoodley, Mathieu Séguin

CORRECTEURS
Marie Bolduc-Béliveau, Loïc Haméon, Pascal Lamblin, Annabelle Moreau, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Alexandre Vanasse • info@zirval.com

PUBLICITÉ
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Stéphane Waffo
directeur@quartierlibre.ca

ADJOINTE COMPTABLE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de de la Presse universitaire canadienne (PUC/CUP)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
29 octobre
PROCHAINE TOMBÉE
21 octobre

ÉDITO

INDÉCENCE RECTORALE

Thomas GERBET

91e université du monde ! Wahou ! Quel honneur, quelle fierté, quelle joie ! C'est drôle mais ça fait un peu comme l'élection du parti conservateur : une performance à laquelle tout le monde s'attendait mais qui crée tout de même une grosse boule de rancœur et de déception dans la gorge. L'Université de Montréal ne le méritait pas. Ou plutôt l'administration de l'UdeM, qui aime tant tirer la couverture à elle.

« *Ce classement* [du *Times Higher Education*] *confirme la place de l'UdeM parmi les grands*, a signalé le recteur, Luc Vinet. *Malgré toutes les imperfections, les classements internationaux brossent un tableau assez juste de la situation relative des établissements universitaires.* » Juste ? C'est effectivement « relatif ». Si l'UdeM s'accroche encore au top 100, ce n'est que le fait du dévouement et du talent de ses enseignants, chercheurs et étudiants. Certainement pas le fait du gargantuesque rectorat qui se pâme devant son imaginaire excellence.

Ce type de classement tient rarement compte de la qualité de vie étudiante et des conditions d'études. Bien sûr, certains diront que les étudiants montréalais ne sont pas plaindre, au regard de la situation universitaire de bon nombre de pays (même occidentaux). Mais faut-il pour autant regarder disparaître nos acquis sans réagir ?

POLITIQUE DE RIGUEUR À L'UdeM

Nous sommes au cœur d'un « *plan de compressions budgétaires rigoureux* ». Les mots sont ceux du rectorat, lui-même, dans un bulletin d'information interne. Il fallait bien que l'UdeM confirme ce que *Quartier Libre* présente, numéro après numéro, depuis la rentrée. Dans cette présente édition, vous trouverez, encore une fois, des signes de la politique de rigueur de l'Université. Vous en trouverez pages 4 et 5 (l'état des bibliothèques se dégrade) et en page 6 (abolition du baccalauréat en linguistique et fermeture des derniers centres de documentation de la Faculté des arts et des sciences). Vous en trouverez aussi en page 7 (les services aux étudiants sur la sellette) et en page 9 (le nettoyage des locaux réduit de moitié).

Une politique de rigueur, ça s'applique d'abord à soi-même. Ce qui ne semble pas faire partie des priorités de l'administration udemienne, qui n'est pas touchée par les multiples compressions, bien au contraire. De nouveaux cadres sont récemment venus s'ajouter à la longue liste des salariés gagnant plus de 100 000 $ par année. La masse salariale du recteur, des vice-recteurs et de leurs adjoints s'élève à 3 millions de dollars. Une moyenne de 185 000 dollars par tête qui frôle l'indécence.

« *Les avantages énormes octroyés aux cadres, les dédoublements de facultés, tout ça coûte des millions au réseau universitaire. Voilà où sont les vrais enjeux.* » Qui a dit cela ? Réponse : Alexandre Chabot, le vice-recteur adjoint à la vie étudiante, dans une entrevue accordée à *La Presse* en 1996, alors qu'il représentait les étudiants à la FAÉCUM. Les avantages énormes accordés aux cadres dont parlait M. Chabot sont peut-être ceux dont il jouit aujourd'hui. Saviez-vous que les cadres de l'UdeM conservent leurs salaires un an après avoir quitté leurs fonctions et que certains s'arrangent même pour le conserver deux ans grâce à un ingénieux système de congés de ressourcement couplé à d'alléchantes primes ? Ça prend donc un parachute doré pour quitter la tour de l'Université.

VERS UNE CAMPAGNE DE FINANCEMENT ?

L'UdeM est aujourd'hui endettée à hauteur de 115 millions de dollars. De nombreux indices portent à croire qu'une campagne de financement pourrait être lancée dans les prochaines mois, peut-être même d'ici la fin du trimestre. Ce type de « quête institutionnelle » a lieu tous les 10 ans, environ, et permet à l'Université de récolter des dons d'entreprises privées ou de donateurs individuels comme d'anciens étudiants. Lors de la dernière campagne du genre, entre 2000 et 2003, l'institution avait amassé 218 millions de dollars, et les deux paliers de gouvernement avaient ajouté 228 autres millions. De gros chèques qui avaient permis de lancer différents projets comme la création de 47 nouvelles chaires de recherche, 150 nouveaux fonds de bourses et 5 nouveaux pavillons.

C'était il y a cinq ans. Tout semble déjà dépensé au regard du serrage de ceinture actuel. La prochaine fois, il ne faudra pas sauter sur les coffres pleins et préparer une sérieuse politique de gestion. Le futur débat sur la gouvernance des universités tombera à point nommé car l'UdeM a bien besoin de conseils. En 2003, le message publicitaire remerciant les donateurs était le suivant : « *C'est quand on est bien entouré qu'on peut se dépasser.* » Les étudiants aimeraient pouvoir dire la même chose.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 4

DES CHANGEMENTS S'IMPOSENT

Étudiants et bibliothécaires s'entendent : la majorité des 18 bibliothèques de l'Université de Montréal ont perdu de leur panache. Peu attrayantes et peu fonctionnelles, certaines nécessitent un réaménagement d'envergure.

Cynthia BRISSON

Éclairage individuel, hauts plafonds, décoration travaillée, vitres qui laissent entrer la lumière naturelle et qui offrent une vue panoramique. Les bibliothèques de Polytechnique et de l'Écoles des hautes études commerciales (HEC) forment une classe à part. Récemment aménagées, elles peuvent se vanter d'offrir un espace d'étude moderne et attrayant. Ces deux écoles demeurent des exceptions et font paraître bien pâles les autres bibliothèques du campus.

Les étudiants les plus confrontés au manque d'espace sont ceux qui fréquentent la bibliothèque des lettres et sciences humaines. *« De 8 h à 23 h, il y a du monde partout et c'est pratiquement impossible d'avoir un local pour les travaux de groupes »,* déplore Patrick, étudiant en économie. *« Souvent, on a de la difficulté à trouver une place. On se retrouve au quatrième étage, où c'est mal éclairé »,* constate Élise, étudiante en psycholinguistique. En service dans l'établissement de lettres et sciences humaine, la bibliothécaire Catherine Fortier concède que le manque d'espace devient problématique. Elle mentionne d'ailleurs l'éventualité de devoir délocaliser une partie des collections vers le futur campus de la gare de triage d'Outremont.

Plusieurs étudiants critiquent aussi le manque de lumière naturelle. Les plus à plaindre sur ce point restent les utilisateurs de la bibliothèque de bibliothéconomie et des sciences de l'information (pavillon Lionel-Groulx). Les quelques fenêtres que le local possède donnent… sur un corridor.

La majorité des étudiants de l'Université de Montréal sont insatisfaits de l'état actuel des espaces de leurs bibliothèques. Leur mécontentement s'illustre notamment par les résultats du sondage LibQUAL+ utilisé par l'Université. L'enquête démontre qu'entre 2004 et 2007, le pourcentage d'étudiants insatisfaits des lieux a augmenté.

Il y a tout de même des étudiants satisfaits : *« De manière générale, je trouve ma bibliothèque convenable. J'apprécie beaucoup les grandes fenêtres à l'entrée »*, souligne Jessica, étudiante en design d'intérieur qui fréquente la bibliothèque d'aménagement.

LE PROJET DE RICHARD DUMONT

Richard Dumont, nouveau directeur général à la Direction des bibliothèques de l'UdeM, propose une petite révolution. Ainsi, en s'inspirant des campus américains, les bibliothèques de l'Université pourraient être ouvertes jour et nuit, avec des écrans de télé diffusant les nouvelles en continu, des petits cafés où casser la croute, des salles multimédias à la fine pointe de la technologie, un bar-salon avec des coussins et un éclairage tamisé. M. Dumont propose de moderniser les bibliothèques du campus pour les adapter à la génération Y. C'est un projet qui sera difficile à réaliser **[voir page 5]**.

PHOTO : JOËL LEMAY

La bibliothèque de lettres et sciences humaines.

« Avant d'avoir des télévisions, j'aimerais bien qu'on change cet éclairage qui donne l'impression d'être dans une prison », lance Amine, étudiant en économie.

« C'est sûr que ça serait bien d'avoir un endroit où manger et boire un café tout en étudiant, concède Judith, qui avale en vitesse son dîner à l'entrée de la bibliothèque de droit, *en même temps, je préférerais avant tout pouvoir emprunter les livres pour plus de trois jours. »* Les étudiants en droit ne peuvent garder les ouvrages de référence que pendant trois jours. Depuis l'année dernière seulement, leur bibliothèque leur permet de renouveler les emprunts. Aussi, il est possible de boire son café dans les bibliothèques de l'UdeM.

Système de prêt à l'UdeM

Les modalités de prêt en droit demeurent exceptionnelles. Les 17 autres bibliothèques du réseau de l'Université permettent aux étudiants du 1er cycle d'emprunter 10 documents pendant trois semaines. Polytechnique observe les mêmes conditions d'emprunt. HEC, par contre, n'autorise l'emprunt que de cinq volumes à la fois, pour une durée de deux semaines. Pour Judith, l'important reste d'offrir une meilleure disponibilité des documents aux étudiants de droit.

Comparaison du système de prêt des universités québécoises

• UdeM
1er cycle : 10 documents pour 21 jours
2e cycle : 20 documents pour 21 jours
3e cycle : 30 documents pour 28 jours

• UQAM
1er cycle : 10 documents pour 21 jours
2e cycle : 20 documents pour 28 jours
3e cycle : 20 documents pour 28 jours

• Université Laval
1er cycle : 10 documents pour 28 jours
2e cycle : 20 documents pour 28 jours
3e cycle : 20 documents pour 28 jours

• Concordia
1er cycle : 30 documents pour 14 jours
2e cycle : 30 documents pour 42 jours
3e cycle : 30 documents pour 42 jours

• Université de Sherbrooke
1er cycle : 20 documents pour 21 jours
2e cycle : 20 documents pour 21 jours
3e cycle : 20 documents pour 21 jours

• Université McGill
1er cycle : 60 documents pour 14 jours
2e cycle : 60 documents pour 42 jours
3e cycle : 60 documents pour 42 jours

Le réseau des bibliothèques comprend :

• Aménagement (Faculté de l'aménagement)
• Bibliothéconomie et sciences de l'information (pavillon Lionel-Groulx)
• Botanique (Jardin Botanique de Montréal)
• Chimie (pavillon Roger-Gaudry)
• Didacthèque (pavillon Marie-Victorin)
• Droit (pavillon Maximilien-Caron)
• ÉPC-Biologie (pavillon Marie-Victorin)
• Géographie (pavillon 520, ch. de la Côte-Ste-Catherine)
• Kinésiologie (CEPSUM)
• Lettres et sciences humaines (pavillon Samuel-Bronfman)
• Livres rares et collections spéciales (pavillon Samuel-Bronfman)
• Mathématique et informatique (pavillon André-Aisenstadt)
• Médecine vétérinaire (Campus Saint-Hyacinthe)
• Musique (Faculté de musique)
• Optométrie (pavillon 3744, rue Jean-Brillant)
• Paramédicale (pavillon Marguerite-d'Youville)
• Physique (pavillon Roger-Gaudry)
• Santé (pavillon Roger-Gaudry)

Aussi sur le campus :
• Bibliothèque Myriam et J.-Robert Ouimet HEC (3000, ch. de la Côte-Ste-Catherine)
• Bibliothèque de l'École polytechnique (Pavillons Pierre-Lassonde et Claudette-McKay-Lassonde)

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 5

AMBITIONS CHERCHENT BUDGET

Le nouveau directeur général des bibliothèques de l'UdeM, Richard Dumont, propose de mettre à jour l'ensemble des 18 bibliothèques du campus. Un projet d'envergure pour une institution qui doit se serrer la ceinture. Il s'explique.

Marc-André LABONTÉ

Les bibliothèques de l'UdeM sont mal en point. Pour remédier à la situation, Richard Dumont confie que *« ce ne sont pas les idées qui manquent, mais les moyens »*. Le nouveau directeur général des bibliothèques de l'UdeM est bien conscient des changements qui doivent être faits : réorganiser l'espace, rénover et agrandir les bâtiments, améliorer le service de prêt et la plateforme informatique des bibliothèques en évitant de dévaluer les collections. *« Le système informatique, vieux de 14 ans, a été conçu pour gérer de l'imprimerie*, explique-t-il, *mais on se dirige de plus en plus vers de la documentation électronique. »*

Richard Dumont, à qui Polytechnique doit sa rutilante nouvelle bibliothèque, compte bien appliquer sa vision à l'ensemble des 18 bibliothèques de l'Université. *« La nouvelle génération est marquée par la socialisation, je veux répondre aux besoins des nouveaux étudiants »*, affirme-t-il. La vision du nouveau directeur s'inspire beaucoup des bibliothèques des campus américains : utilisation du Web 2.0 (application Facebook pour chercher dans le catalogue d'une bibliothèque, par exemple), création d'espaces de travail en groupe avec éclairage individuel, service de bibliothécaires mobiles, laboratoires multimédias et salles de conférences. Des objectifs étonnants, au regard des difficultés budgétaires de l'UdeM.

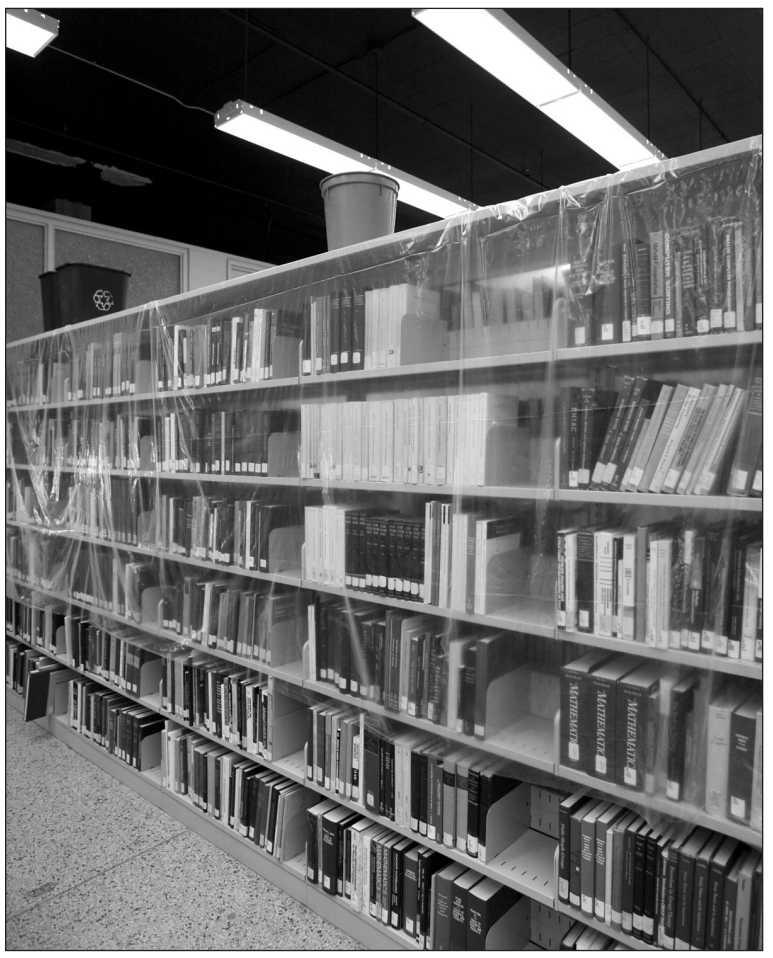
« Cette année, les bibliothèques ont perdu 300 000 $ de budget [sur 25 M $], *mais ce n'est pas la première fois que ça arrive*, avoue Richard Dumont, *toutes les autres divisions de l'Université se font couper leur budget. »* Malgré tout, le directeur général entend obtenir les fonds nécessaires à la réalisation de son projet grâce à la prochaine campagne de financement de l'Université, en 2010. *« On ignore encore quels seront les moyens utilisés par l'UdeM dans sa campagne, mais on a l'intention de récupérer, comme priorité, 60 M $ pour les bâtiments, 15 M $ pour les collections et 5 M $ pour le système informatique. »* Lorsqu'on demande à Richard Dumont s'il trouve son projet réaliste, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles de l'UdeM, il répond : *« Si tu limites ta vision à tes moyens financiers, tu ne vas pas tellement loin avec cela »*. La nouvelle bibliothèque de Polytechnique a tout de même coûté 20 M $.

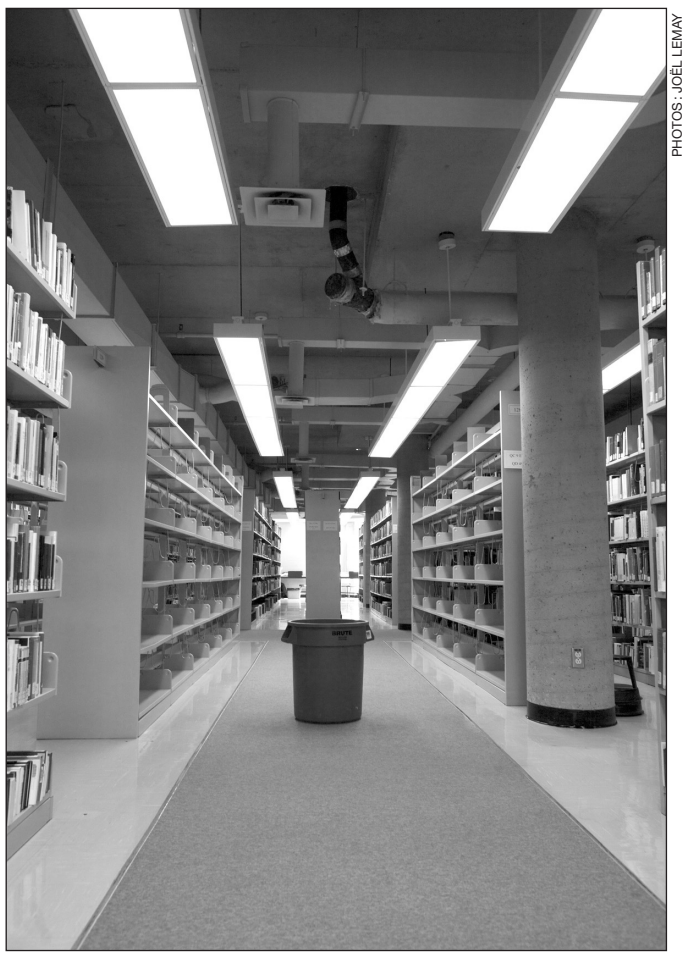
PHOTO : MARC-ANDRÉ LABONTÉ

La réforme serait, aux dires du directeur général, déjà enclenchée : *« On a monté un plan d'action prioritaire à court terme de deux ans avec lequel on a l'intention se remettre à niveau par rapport aux autres universités québécoises*, explique Richard Dumont, *par exemple, la bibliothèque de lettres et sciences humaines, dont l'espace doit être réaménagé, fait partie de ce plan. »*

M. Dumont propose aussi un plan d'amélioration à long terme qui ne pourra être appliqué que lorsque la mise à niveau du plan à court terme sera complétée. Ce plan se base sur la construction du nouveau campus de la gare de triage d'Outremont, où se situerait une nouvelle bibliothèque des sciences (regroupement des bibliothèques de chimie, de physique, de biologie, de mathématiques et informatique, et de géographie).

Le mandat du directeur général de la Direction des bibliothèques de l'UdeM, d'une durée de cinq ans, est renouvelable.




PHOTOS : JOËL LEMAY

Les bibliothèques de physique et de lettres et sciences humaines.

À quoi sert l'argent des frais de RETARD ?

Chaque année, les étudiants distraits permettent aux bibliothèques de l'UdeM de récolter environ 100 000 $ en frais de retard. Une somme dont l'usage n'est pas toujours clairement spécifié.

Isabelle RAINVILLE

Environ 100 000 $ sont générés annuellement par les retards dans le retour des livres des bibliothèques de l'UdeM. Le principe : une amende de 50 cents par jour et par document, dans le but d'inciter les usagers à remettre leurs emprunts à temps. La perte d'un document appartenant à l'une des 18 bibliothèques du réseau coûte cher. Il faut payer la valeur du livre, plus un montant de 35 $, qui, selon Maryse Legault, adjointe au directeur général des bibliothèques, couvre à peine la recherche, le rachat et l'indexation du livre perdu.

OÙ VA CET ARGENT ?

En réalité, cet argent neuf renouvelé d'année en année est à peine comptabilisé, il est considéré comme un petit surplus qui ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan des 25 millions dont disposent les bibliothèques de l'UdeM. *« Cet argent n'est pas géré de manière particulière, il est simplement réinjecté dans le fonds de fonctionnement de la bibliothèque. »* dit Maryse Legault.

Richard Dumont, directeur général des bibliothèques, explique que *« l'argent des retards va dans une enveloppe à part qui sert de coussin lorsqu'on manque d'argent pour les projets prioritaires, comme le remplacement des chaises brisées ou inadéquates »*.

Mme Legault insiste sur le fait que la raison d'être des frais de retard n'est pas de faire de l'argent : *« Les frais de retard et les sanctions sont un moyen de récupérer le bien commun et de responsabiliser les usagers, de leur faire réaliser l'importance de rapporter les documents, par respect pour tous les autres usagers. »* La Direction se dit flexible quant aux modalités de paiement et prend en considération la situation financière particulière de ses usagers étudiants.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 6

Abolition du baccalauréat en linguistique

LANGUE MORTE

L'UdeM a décidé de fermer le baccalauréat en linguistique. Ce programme d'études, qui s'intéressait aux fondements du langage, était unique au Québec. Les étudiants présentement inscrits pourront compléter leur formation, mais ils seront les derniers à le faire.

Christian BERGERON

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Le Département de linguistique ferme les portes, cet automne, aux étudiants qui veulent s'inscrire au baccalauréat en linguistique. Avec seulement 20 nouvelles demandes d'admission au premier cycle l'an dernier, le programme figure parmi les moins rentables du campus. Cette décision de l'Université force les étudiants voulant suivre une formation spécialisée en linguistique à se limiter à une majeure ou à une mineure, ou encore à poursuivre leurs études aux cycles supérieurs. Les cours de linguistique de premier cycle restants seront relégués aux bacs bidisciplinaires (comme psycho-linguistique ou littératures de la langue française et linguistique).

Julie Sélesse-Desjardins, étudiante finissante en linguistique, subit les contrecoups de la mise à l'arrêt du programme : *« Cet automne, un des cinq cours de troisième année ne se donne plus. Les cours encore en vigueur sont tous donnés à la même session (automne), les cours d'hiver étant exclusivement des cours de première et de deuxième année. »* Pour Matthieu Savard, président de l'Association étudiante de linguistique (AÉLUM), *« suivre tous ces cours dans la même session représente une tâche trop considérable pour être admissible »*. Les étudiants en deuxième année sont dans une situation compliquée, puisqu'ils devront compléter encore 10 cours l'an prochain, parmi ceux qui restent.

LES ORIGINES DE LA CRISE

Depuis que les subventions gouvernementales de la Faculté des arts et des sciences (FAS) tiennent compte du nombre d'étudiants admis par programme, l'UdeM chercherait à couper dans les départements les moins achalandés. Pour le président de l'AÉLUM, *« l'UdeM ne veut plus de programmes considérés peu rentables, où il y a peu de demandes d'admission. Au moment de la révision des calculs de rentabilité, le bac en linguistique se classait troisième parmi les programmes les moins lucratifs »*. Cela s'explique par le fait que l'équipement est très coûteux (comme le laboratoire de phonétique), alors que peu d'étudiants sont admis chaque année.

Gérard Boismenu, doyen de la FAS, affirme qu'il y a eu, en 2007-2008, 20 demandes d'admission au premier cycle et 8 au troisième. Il soutient cependant que l'UdeM ne touchera pas aux programmes de maîtrise et de doctorat en linguistique.

Depuis trois ans, la situation s'est grandement dégradée en linguistique : de nombreux départs à la retraite n'ont pas été remplacés et des cours spécialisés ont disparu. On affirme, du côté des professeurs du Département de linguistique, que la Faculté, bien qu'elle ait demandé des idées de réformes, n'a jamais réagi aux suggestions reçues.

UN PROGRAMME QUI PERD DES PLUMES

Un programme universitaire auquel on retranche cours et professeurs perd de la valeur : *« J'aurais de la difficulté à accepter à la maîtrise un étudiant qui a suivi tout son baccalauréat à l'Université de Montréal »*, confie Alain Polguère, professeur au Département de linguistique. La discipline n'a pas besoin de survivre seulement pour elle-même, car certains cours de linguistique figurent dans des programmes connexes, comme l'enseignement. L'avenir du programme, tous cycles confondus, reste nébuleux.

La direction du Département de linguistique n'a pas souhaité répondre aux questions de *Quartier Libre*.

Faculté des arts et des sciences

FERMETURE DES DERNIERS CENTRES DE DOCUMENTATION

La Faculté des arts et des sciences de l'UdeM a cloué le cercueil de ses quatre derniers centres de documentation. Un outil pédagogique de moins pour les étudiants qui devront se rabattre sur les bibliothèques de l'Université.

Gabrielle CHARBONNEAU

Pour soulager son budget, la Faculté des arts et des sciences (FAS) a fermé les portes des centres de documentation des départements de science de l'économie, de démographie, de criminologie et de science politique et études internationales. Ces quatre locaux étaient les derniers centres de documentation de la Faculté, lieux où des imprimantes et de la documentation spécialisée sont mises à la disposition des étudiants. Laurence Pilon-Marien, présidente de l'Association étudiante de démographie, souligne que *« ces centres regroupent parfois des documents qui datent de l'ouverture des départements »*. Elle rappelle aussi que les étudiants y trouvaient de l'information instantanée : *« Lorsqu'un mémoire ou un livre est publié, il est immédiatement disponible au centre de documentation, alors que dans les bibliothèques, il y a un délai de six à neuf mois. »*

Suite aux fermetures, les documentalistes, en charge de ces centres spécialisés, occuperont d'autres fonctions dans l'Université. Mme Pilon-Marien se désole de cette perte : *« Les documentalistes sont des ressources inestimables. Ce sont des professionnels de la discipline. Ils connaissent les enjeux liés à la matière. Ils peuvent répondre aux questions des étudiants et les référer à des experts à travers le monde. »*

Selon Gérard Boismenu, doyen de la FAS, la seule raison de ces fermetures, c'est l'argent. Les salaires des documentalistes étaient de trop pour la Faculté. M. Boismenu explique que *« grâce à la relocalisation, les salaires des documentalistes sortent du cadre budgétaire de la Faculté. Cette décision n'a pas été prise de gaieté de cœur, mais la fermeture des centres était réglée avant mon arrivée en poste. »*

Les centres de documentation ont progressivement été fermés ou annexés à d'autres. En 2005, le centre de documentation de sociologie avait été annexé au centre de démographie et celui de service social au centre de criminologie. Le manque de locaux et les contraintes financières ont été les raisons invoquées par la FAS, en juin dernier, pour fermer ces derniers centres de documentation.

DOCUMENTALISTE UN JOUR, SECRÉTAIRE LE LENDEMAIN ?

Les documents et les imprimantes restent sous l'égide des départements qui en sont les propriétaires. Pour les documentalistes, la situation est plus compliquée. La majorité de ces femmes approchent l'âge de la retraite et comme elles ne peuvent quitter l'UdeM – où se trouve leur régime de retraire – elles sont relocalisées. *« Il n'y a pas beaucoup de place pour une démographe qui n'enseigne pas dans une université »*, explique Micheline Fréchette, documentaliste au centre du Département de démographie. *« Je ne suis pas fâchée contre les conditions offertes : ils me garantissent un emploi et un salaire équivalent. C'est plutôt la façon précipitée avec laquelle ça a été fait qui me choque »*, ajoute-t-elle. Pour le doyen, cette précipitation est due au fait que le Faculté a des règles de fonctionnement et des contraintes budgétaires à respecter.

La documentaliste de criminologie, Aniela Benila, croit que *« c'est le manque de transition pour les étudiants qui est vraiment déplorable. Les livres sont au centre de documentation et les élèves sont redirigés vers la bibliothèque. Les étudiants n'ont donc plus accès aux livres jusqu'à ce que ceux-ci soient transférés à la bibliothèque. »* Une décision qui risque de donner du fil à retordre aux bibliothèques de l'UdeM, déjà surchargées.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 7

Le point sur la situation des Services aux étudiants

SUSPENSE AUTOUR DES NÉGOCIATIONS

Au moment de mettre sous presse, le Conseil exécutif de l'UdeM n'avait pas encore rendu sa décision quant à l'ultime proposition de la FAÉCUM pour sauver les Services aux étudiants. Rappel des faits.

Marc-André LABONTÉ

L'entente proposée par la FAÉCUM au rectorat, pour sauver les Services aux étudiants (SAÉ), était toujours en attente d'approbation au moment d'écrire ces lignes. Malgré la date butoir du 10 octobre, l'UdeM a donné sa réponse avec quelques jours de retard. Voici les clés pour comprendre toute la problématique des SAÉ.

PHOTO: THOMAS GERBET

De gauche à droite : Francis Hogue (secrétaire général de la FAÉCUM), Luc Vinet (recteur de l'UdeM) et Alexandre Chabot (vice-recteur adjoint à la vie étudiante)

Étape 1 : Surprise de la rentrée

En plein été, le rectorat de l'UdeM a décidé de suspendre une quinzaine d'activités et de services aux étudiants. Le Ciné-campus, le grand Bazar, la Clé des champs, l'Atelier Sud-Nord, le Jumelage interlinguistique et plusieurs autres SAÉ ont été mis à l'arrêt. L'Université récupérait ainsi un montant de 355 000 $.

Étape 2 : Menaces, négociations et ultimatum

Le rectorat demande, pour remettre en place les services coupés, une hausse de la facture des étudiants de l'ordre de 4 $ par crédit (60 $ par session pour un étudiant à temps plein). Mais l'UdeM avait déjà atteint le plafond de 25 $ d'augmentation par session établi par le ministère de l'Éducation. Pour valider les dépassements de frais afférents les négociations entre la FAÉCUM et la direction sont devenues inévitables. Débutées dès les premiers jours de la rentrée, la date butoir des négociations était alors fixée au 10 octobre. L'UdeM était claire : si les deux parties ne parvenaient pas à s'entendre, elle supprimait des services aux étudiants représentant 400 000 $.

Étape 3 : Ça coince

En négociations avec la direction, la FAÉCUM refuse l'offre de l'Université lors du Conseil central du 17 septembre. Elle planche alors sur une nouvelle proposition à présenter au rectorat, qui sera adoptée par les membres de la FAÉCUM lors du congrès du 8 octobre. Cette ultime proposition accorde à l'UdeM, entre autres, une hausse de 1,50 $ par crédit sur la facture étudiante, pour sauver les SAÉ coupés. En échange, la direction doit s'engager à verser trois contributions récurrentes : une de 300 000 $ pour financer certains projets et aménagements, une de 225 000 $ pour aider à compenser l'augmentation des coûts et une de 200 000 $ pour compenser l'utilisation de certains services par les employés - qui ne paient pas pour.

Étape 4 : Attentes et utopies

Au soir du 14 octobre, le vice-recteur adjoint à la vie étudiante, Alexandre Chabot, devait donner l'ultime réponse de l'UdeM. Dans le cadre de ces négociations, la FAÉCUM aurait bien voulu obtenir la gestion de l'argent destiné aux SAÉ, mais c'est une concession que l'Université n'est pas prête à faire.

double pizza®
514 343•0•343
5002 QUEEN MARY
10% SUR
$ 100 ET PLUS
TOUJOURS 2 POUR 1
1453 VAN HORNE
SPÉCIAUX
POUR ÉTUDIANTS
LIVRAISON GRATUITE

ÉCOLE DES MAÎTRES
Cours de formation
Barman(aid) et serveur
Rabais étudiant
Référence emplois
514-849-2828
Inscription en ligne
www.bartend.ca

Revue de presse universitaire

Christine BERGER

Départ forcé

Saad Alam, étudiant en science et vie à l'Université de Toronto, a été déporté avec sa famille au Bangladesh, le 3 octobre. *« Si je devais retourner au Bangladesh, ce serait complètement dévastateur pour moi. Je ne sais ni lire ni écrire la langue. Je peux à peine la parler »*, a dit le jeune homme, quelques jours avant de perdre son droit de séjour au Canada. Saad Alam a expliqué que ses parents travaillaient tous les deux pour payer le montant de ses études, quatre à cinq fois plus élevé que celui des citoyens canadiens. La famille Alam n'a pas pu obtenir le statut de réfugié, ni sur la base de la compassion, ni en fondant sa requête sur les risques encourus.

Au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, les règles de déportation ont été resserrées. Le 6 mai dernier, la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, a déposé son rapport annuel dans lequel était remise en question l'intégrité du programme d'immigration canadien. Elle déclarait que, sur 63 000 immigrants obligés de quitter le pays, quelque 41 000 étaient disparus du monde des vivants. Des mesures strictes ont été prises par le gouvernement pour encourager l'immigration par voie légale. C'est d'ailleurs en empruntant ce chemin que Saad Alam espère reprendre sa vie au Canada.

Source : Canadian University Press

Pour un monde sans eau embouteillée

Tap Thirst, un organisme montréalais dirigé par des étudiants des universités Concordia et McGill, lance une campagne visant à mettre de l'avant les conséquences liées à la distribution et à la consommation d'eau embouteillée. L'objectif du groupe est d'abord informatif : *« Nous aimerions que les gens comprennent pourquoi l'eau embouteillée est dommageable pour l'environnement »*, explique Dana Holtby, coordonnatrice du groupe et étudiante en développement environnemental à McGill. Elle considère que trop de gens achètent des bouteilles d'eau sans réaliser l'impact environnemental du produit. *« La majorité des bouteilles de plastique finissent dans les dépotoirs. Seul un faible pourcentage se rend aux installations de recyclage »*, se désole Laura Beach, étudiante à Concordia et cofondatrice de Tap Thirst. À la préoccupation de la prolifération des bouteilles de plastique s'ajoute celle d'un processus de purification et d'embouteillage qui est loin d'être écologique. Ce procédé, utilisé par les entreprises, nécessite 7,6 litres d'eau pour produire 3,8 litres destinés au marché. *« Donc, lorsque vous buvez une bouteille d'eau, c'est comme si vous en consommiez trois »*, résume Laura Beach.

Source : *The Link* (Université Concordia)

Aller se geler dans le Sud

Trois universités canadiennes offriront à leurs étudiants, dès février 2009, un programme d'expédition en Antarctique. Les universités d'Alberta, d'Ottawa et du Nord de la Colombie-Britannique (UNBC) vont ainsi mettre sur pied des excursions de deux semaines aux confins du continent le plus glacial de la planète. Le tout pour l'obtention de trois crédits.

Afin d'étudier un des écosystèmes les plus fragiles de la planète, chaque université va offrir, pendant le voyage, un cours à ses étudiants : ceux de l'Université d'Alberta suivront une formation en sciences de la terre et de l'atmosphère, ceux de l'Université d'Ottawa aborderont la glaciologie, tandis que ceux d'UNBC se concentreront sur la gestion du tourisme récréatif.

En tout, 70 étudiants, accompagnés par 20 responsables, pourront prendre part à l'expérience, à condition de payer la coquette somme de 8 500 $ (sans compter le billet d'avion).

L'organisation Students on Ice, qui met sur pied des expéditions en Antarctique pour des élèves du secondaire depuis 1999, va essayer d'adapter son programme aux exigences universitaires.

Source : *The Gateway* (Université d'Alberta)

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 8

À votre service !

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

multiservices Comptoirs
un service de la FAÉCUM

Cartes d'appels interurbains

Cartes prépayées pour téléphone cellulaire

euro
NUVO!
African VOICE
BRAVO!
GLOBO
Indigo
20/20
Arriba!!!

3200 Jean-Brillant, local B-1265

Roger-Gaudry, local V-114

Pavillon Marie-Victorin, Hall d'accueil, local B-230

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 9

Compressions budgétaires dans les services de nettoyage

DEUX FOIS MOINS DE NETTOYAGE À L'UDEM

L'Université de Montréal va rester sale plus longtemps. Dès cet automne, la fréquence de l'époussetage, de la vidange des poubelles et du lavage des planchers des locaux et des bureaux du campus sera réduite de moitié.

Marc-André LABONTÉ

Les services d'entretien ménager n'échappent pas aux compressions budgétaires de l'UdeM. La direction de l'institution vient d'annoncer que les poubelles seront vidées aux deux semaines plutôt que chaque semaine. Quant au lavage des planchers et à l'époussetage, ils seront effectués aux deux mois plutôt que tous les mois et seront annulés en été. Le nettoyage des locaux et des bureaux sera lui aussi interrompu durant l'été alors qu'il était fait à cette période habituellement.

Les compressions pourraient même avoir une incidence sur les employés d'entretien qui occupent des postes réguliers de 35 heures par semaine et sont à l'emploi des Services ménagers Roy. Selon l'un d'eux, ayant tenu à garder l'anonymat, plusieurs pourraient perdre leur emploi. *« On coupe toujours par le bas de l'échelle »*, se désole-t-il.

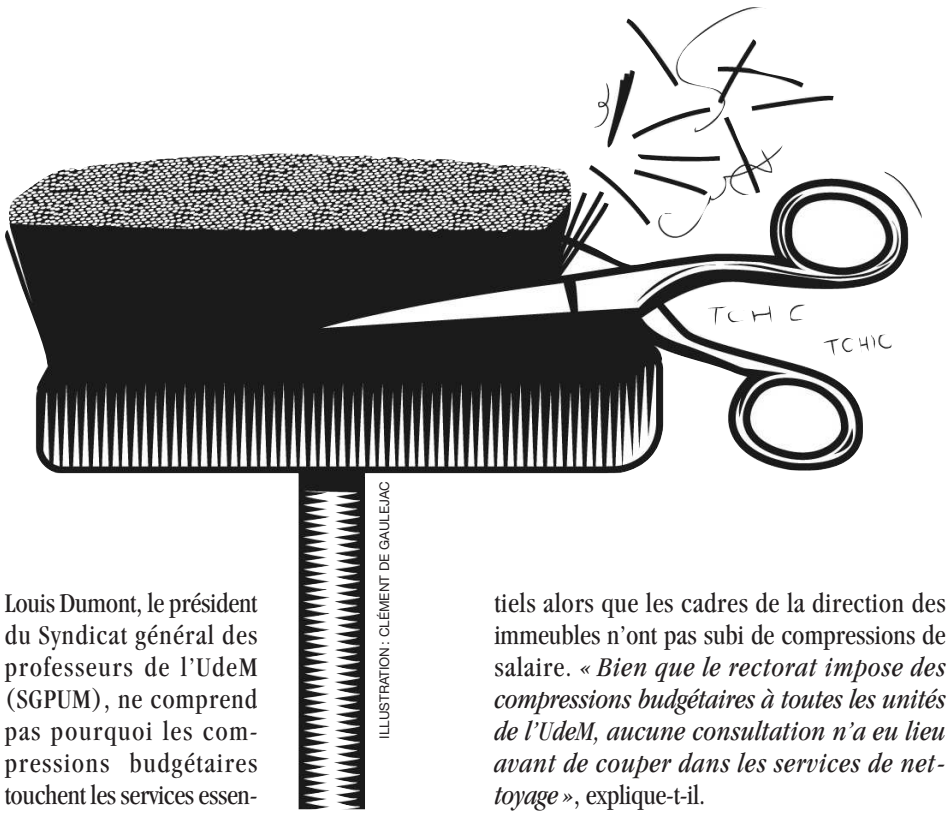


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Louis Dumont, le président du Syndicat général des professeurs de l'UdeM (SGPUM), ne comprend pas pourquoi les compressions budgétaires touchent les services essentiels alors que les cadres de la direction des immeubles n'ont pas subi de compressions de salaire. *« Bien que le rectorat impose des compressions budgétaires à toutes les unités de l'UdeM, aucune consultation n'a eu lieu avant de couper dans les services de nettoyage »*, explique-t-il.

Cette situation ne semble pas effrayer outre mesure Alain Tremblay, ancien surintendant à la régie de la Direction des immeubles de l'UdeM : *« Ça a déjà été pire, durant les années 1990, alors qu'on avait aboli le cirage et l'époussetage. »* Pour M. Tremblay, ces mesures s'expliquent par le contexte actuel : *« Le gouvernement, pendant plusieurs années, n'a pas suffisamment subventionné l'entretien des immeubles. Briques qui tombent, amiante dans les murs, les infrastructures de l'Université sont en mauvais état. L'argent additionnel qu'on doit mettre dans les immeubles, c'est de l'argent en moins dans le nettoyage. »*

Les modifications du service d'entretien ménager de l'UdeM sont actuellement en cours. Selon Alain Tremblay, *« les gens n'auront pas le choix de se responsabiliser et de nettoyer eux-mêmes »*. *Quartier Libre* n'a pas été en mesure de joindre la direction de l'Université à ce sujet.

Réseau de la vision de Montréal

Du nouveau pour les étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal et de l'école Polytechnique !

Une nouvelle clinique d'optométrie, membre du RÉSEAU DE LA VISION DE MONTRÉAL DE L'ASÉQ, a ouvert ses portes en septembre 2008.

La Lunetterie L'Univers cité offre aux membres du Régime collectif de soins de santé les rabais suivants :

- **Examen de la vue à 15 $** : Le coût maximum est de 45 $ sur présentation de votre carte étudiante et le régime couvre 30 $.
- **75 $ de rabais sur le prix régulier des lunettes complètes (verres et monture)** : Combiné à la couverture de 75 $ prévue par le régime, c'est une économie de 150 $.
- **Paiement direct** : Vous n'avez pas à débourser la portion assurée ni à attendre un remboursement consécutif à votre demande d'indemnité. Vous devez seulement défrayer la partie non couverte.

Lunetterie L'Univers cité
3, rue Vincent-d'Indy

(514) 340-0777

santeetudiante.com
mon plan d'avenir

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 10

Une étudiante de l'UdeM aux championnats panaméricains de badminton

AUDREY BONNEVILLE : chercheuse d'or au Pérou

La joueuse de badminton des Carabins Audrey Bonneville et ses coéquipiers sont jeunes et peu expérimentés. Mais ils ont tout de même terminé au tout premier rang de la compétition par équipe du championnat panaméricain de badminton tenu à Lima du 1er au 5 octobre derniers.

Mathieu SÉGUIN

La victoire a été difficilement acquise pour l'étudiante au baccalauréat en service social qui représentait, pour la toute première fois, l'équipe senior du Canada. *« J'étais plus nerveuse, surtout que je ne participe pas souvent à des compétitions internationales, qui sont plus coûteuses*, précise-t-elle. *Seuls les meilleurs sont choisis pour y aller. Il y a donc une attente de résultats. »*

Audrey Bonneville et son équipe ont fait face à une équipe d'élite péruvienne, dont certains joueurs ont même participé aux Jeux olympiques de Pékin. *« On a tout de même réussi à gagner, on a une belle chimie d'équipe »*, affirme-t-elle.

En plus de jouer à domicile, les Péruviens se sont frottés à une équipe canadienne aux jambes endolories, épuisée par un voyage de plus de 15 heures. *« Se rendre au Pérou, c'est exigeant ! Même si nous avons eu une journée complète pour nous remettre de l'avion, nous n'étions pas au meilleur de notre forme »*, ajoute la jeune athlète.

PAS ÉVIDENT, LA CONCILIATION DU SPORT ET DES ÉTUDES

Réussir dans le sport à un niveau international tout en poursuivant des études universitaires n'est pas une mince affaire pour celle qui a remporté le titre de recrue féminine de l'année, pour la saison 2007-2008, de l'UdeM. *« En compétition internationale, ce ne sont pas les études qui passent en premier, mais plutôt le sport. Je travaille beaucoup pour mes cours avant mon départ et je m'y remets une fois revenue. Tout cela demande beaucoup d'organisation et de discipline. »* Audrey Bonneville peut généralement compter sur la collaboration de ses professeurs, ce qui lui facilite la tâche.

PHOTO : MATHIEU SÉGUIN

Audrey Bonneville, étudiante en sociologie à l'UdeM.

La conciliation du sport et des études ne l'empêche toutefois pas de se fixer des objectifs élevés. Cette année, la joueuse de badminton espère figurer parmi les quatre meilleures canadiennes en double et en mixte. À plus long terme, elle vise une participation aux jeux du Commonwealth (2010) et porte même son regard plus loin : *« Mon plus grand objectif, ce sont les Jeux olympiques de 2012, à Londres. »* Son récent succès sur la scène internationale lui permet d'espérer.

Soccer féminin

FEMMES PARFAITES

Depuis le début de la saison l'équipe féminine de soccer de l'UdeM enchaîne les victoires et occupe la première place au classement général du soccer universitaire canadien. Gros plan sur une domination historique.

Céline FABRIES

L'équipe de Kevin McConnell connaît jusqu'à présent une saison parfaite avec10 victoires et 0 défaite. Les filles ont encaissé seulement 2 buts alors qu'elles en ont marqué 32. L'équipe de soccer féminin des Carabins de l'UdeM occupe le premier rang de la conférence du Québec et le premier rang au Canada. *« Notre saison est parfaite pour l'instant mais notre objectif est de remporter la finale canadienne »*, déclare Kevin McConnell. Le championnat canadien aura lieu du 6 au 9 novembre prochain.

Le 3 octobre, contre Concordia, les Carabins ont encaissé leurs deux premiers buts de la saison. Martine Julien (étudiante libre), la gardienne recrue des Carabins, a du mal à les digérer : *« Je suis déçue de ne pas avoir réussi à conserver le blanchissage. »* Pour l'entraîneur, les deux buts encaissés n'ont aucune importance : *« Notre objectif n'est pas de terminer la saison sans aucun but encaissé, mais de gagner le titre canadien. »* Si les filles n'ont pas réussi à conserver le blanchissage, elles n'ont laissé aucune chance aux Stingers de l'Université Concordia. Les Carabins ont remporté le match 4 à 2.

UNE ÉQUIPE À L'IMAGE DE SA CAPITAINE

Véronique Maranda (HEC, administration), 22 ans, membre des Carabins depuis trois ans, est la capitaine de cette équipe depuis le début de la saison. L'équipe est à l'image de sa capitaine : souriante, dynamique, modeste et la tête sur les épaules. L'objectif premier de la joueuse est de transmettre à l'équipe sa façon d'être sur le terrain. *« Ma mentalité, c'est de jouer l'une pour l'autre et non pour les statistiques personnelles »*, explique-t-elle.

Les filles tenteront de rester invaincues lors de leur prochain affrontement, le vendredi 17 octobre, contre McGill.

Brève Sport

Une défaite cruelle

Une foule de plus de 4 000 fans a assisté à la défaite crève-cœur des Carabins à 1,8 secondes de la fin contre les Stingers de Concordia. Le son des trompettes, l'excitation des *cheerleaders* et de la foule, se sont tus lorsque le quart arrière des Stingers, Liam Mahoné, a rejoint le receveur Sanchez Deschamps à la ligne de 35 verges. Ce dernier a traversé le terrain pour inscrire le touché. Les Stingers ont ensuite ajouté le point manquant, grâce au converti. Pointage final : 19-18 pour les Stingers.

« Je ne crois pas avoir déjà vécu une défaite plus cruelle au cours de ma carrière », a mentionné l'entraîneur-chef des Carabins, Marc Santerre, au terme de la rencontre.

Marc-Olivier Brouillette a terminé la partie en complétant 20 de ses 33 passes pour des gains de 231 verges. Il a réalisé deux passes de touché en plus de subir une interception.

(Simon HÉBERT)

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 11

Des étudiants de l'UdeM candidats aux élections fédérales

TROIS GARÇONS DANS LE VOTE

La campagne électorale est terminée. C'est le temps de replonger dans les livres pour trois étudiants de l'Université de Montréal qui étaient candidats aux élections fédérales. *Quartier Libre* a discuté avec eux de la difficulté de concilier vie scolaire et ambitions politiques.

Maude L'ARCHEVÊQUE

Étudiant en communication et politique et président de son association étudiante, Maxime Clément était déjà bien occupé lorsqu'il a décidé de se présenter pour le Bloc québécois dans la circonscription de Lac-Saint-Louis, dans l'ouest de l'île de Montréal. *« Le problème, c'est que tu te retrouves à mettre de côté un peu tout*, confie celui qui a raté des cours et s'est fié à la vice-présidente de son association étudiante pour le remplacer en son absence. *Je n'ai pas pu mener ma campagne à fond. Je ne pouvais pas être présent tous les jours pour faire du porte à porte ou aller à tous les débats. »*

Pour le candidat du NPD dans la circonscription de Vaudreuil-Soulanges, Maxime Héroux-Legault, la loi électorale nuit à l'implication des étudiants en politique. Contrairement aux travailleurs qui peuvent demander un congé sans solde à leur employeur, la loi ne force pas les universités à accommoder les étudiants qui se portent candidats aux élections. *« C'est un manque au niveau démocratique, relativement à l'engagement politique des étudiants »*, estime celui qui étudie en science politique et philosophie à l'UdeM.

PHOTO : HUBERT RIOUX

Gabriel Arsenault et Maxime Clément.

Gabriel Arsenault, lui aussi étudiant au programme de science politique et philosophie, ignore comment cette situation pourrait changer : *« Je ne vois pas comment l'Université pourrait me permettre de ne pas aller à mes cours pendant cinq semaines. »* Le candidat libéral dans Chambly-Borduas a pourtant lui-même vécu les conséquences de la loi électorale : la candidate conservatrice, qui a pris un congé sans solde, peut faire campagne à temps plein. *« Cela lui procure un avantage comparatif indéniable »*, souligne-t-il.

AUX ÂMES BIEN NÉES...

En plus des difficultés d'ordre académique, les candidats étudiants doivent aussi combattre les préjugés relatifs à leur jeune âge. Par exemple, Maxime Clément a fait l'objet d'un article dans *Le Journal de Montréal* où l'on indiquait qu'il était *« le prototype du candidat au nombril vert »*. Le candidat bloquiste n'a pas trouvé l'expérience *« super agréable »*, mais a fait contre mauvaise fortune bon cœur : *« Je me dis que si tout ce qu'ils ont à me reprocher, c'est d'être jeune, ce n'est pas trop mal. »*

Gabriel Arsenault a vécu une expérience similaire lorsque certains des citoyens de sa circonscription lui ont demandé pourquoi il n'attendait pas d'avoir terminé ses études avant de poser sa candidature. *« Je ne m'aventurerais pas à mal citer un vieil auteur, mais Corneille disait dans* Le Cid *que la valeur ne venait pas avec l'âge. Le CV ne peut pas tout dire de la personne. »*

DES ÉLUS À L'UdeM ?

Malgré leurs opinions politiques divergentes, les trois étudiants à l'Université ont plus d'un point en commun. Ils sont tous étudiants au département de science politique. Maxime Héroux-Legault ne croit pas que sa formation de politologue lui a réellement servi pendant sa campagne électorale. *« Pour paraphraser Stephen Hawking, le politicien est au politologue ce que l'oiseau est à l'ornithologue »*, souligne-t-il. Gabriel Arsenault estime pour sa part tirer une *« leçon de réalisme »* de l'expérience : *« Ça me rend peut-être un peu moins patient face au discours plus éthéré de la science politique. »*

Les trois jeunes hommes sont aussi tous candidats dans des circonscriptions où leur parti a peu de chances d'être élu. Maxime Clément admet d'ailleurs qu'*« il a peu de motivation à se battre »*, puisqu'il est à peu près certain de perdre, la circonscription de Lac-Saint-Louis étant l'une des pires pour le Bloc. Quant à Maxime Héroux-Legault, il doit faire face au ministre conservateur Michael Fortier et à la députée sortante, la bloquiste Meili Faille. Finalement, Gabriel Arsenault se bat contre le député sortant, Yves Lessard, qui l'avait emporté par 21 000 voix en 2006.

Tête chercheuse

DÉPENDANT, SANS FUMER

Les non-fumeurs peuvent aussi être dépendants à la nicotine. En fumant devant leurs enfants, les parents risquent d'entraîner la dépendance chez leur projéniture. Rencontre avec la Dre Jennifer O'Loughlin, professeure au Département de médecine sociale de l'UdeM et Mathieu Bélanger, qu'elle a supervisé au doctorat en santé publique, co-auteurs d'une étude qui fait jaser.

Mathieu SÉGUIN

Quartier Libre : Quels sont les impacts de vos travaux au Centre de recherche du CHUM ?

Jennifer O'Loughlin : On a là une preuve claire que les parents doivent cesser de fumer devant leurs enfants. On savait déjà qu'un jeune dont les parents fument risque davantage de devenir un fumeur, mais sans connaître les mécanismes de cette réalité. L'étude vient donner une explication physiologique à ce phénomène à laquelle s'ajoutent des raisons sociologiques.

Q. L. : Comment se manifeste la dépendance chez les jeunes qui n'ont jamais fumé ?

Mathieu Bélanger : Les signes peuvent être très différents. Des jeunes ont rapporté, dans nos questionnaires, avoir de la difficulté à ne pas fumer en présence d'autres jeunes fumeurs, ou encore qu'ils se sentent, mentalement ou physiquement, dépendants à la nicotine. Par contre, il n'existe aucun instrument pour mesurer la dépendance à la nicotine.

Q. L. : Y a-t-il plusieurs jeunes non-fumeurs qui ont démontré de tels symptômes ?

M. B. : Seulement 5 % des jeunes ont démontré des symptômes de dépendance à la nicotine. Même si ça peut sembler faible, c'est un nombre considérable puisqu'on parle de jeunes de 10 à 12 ans qui n'ont jamais pris une seule bouffée de cigarette. Ces jeunes ne sont pas nécessairement condamnés à fumer, mais on peut supposer que le risque est plus grand. Nous étudions présentement cette question.

Q. L.: Qu'est-ce qui vous a amenés à étudier ce phénomène ?

M. B. : Les résultats des recherches précédentes nous ont poussés vers cette piste. D'abord, Dre O'Loughlin a précédemment établi que certains adolescents peuvent démontrer une dépendance à la nicotine après avoir fumé deux ou trois fois. Aussi, d'autres chercheurs ont découvert des traces de substrats de nicotine dans le sang d'enfants de deux ans exposés à la fumée secondaire. On sait que ces enfants sont généralement plus enclins à développer des habitudes tabagiques. Sur ces bases on a cru qu'il serait possible d'être dépendant sans jamais avoir fumé.

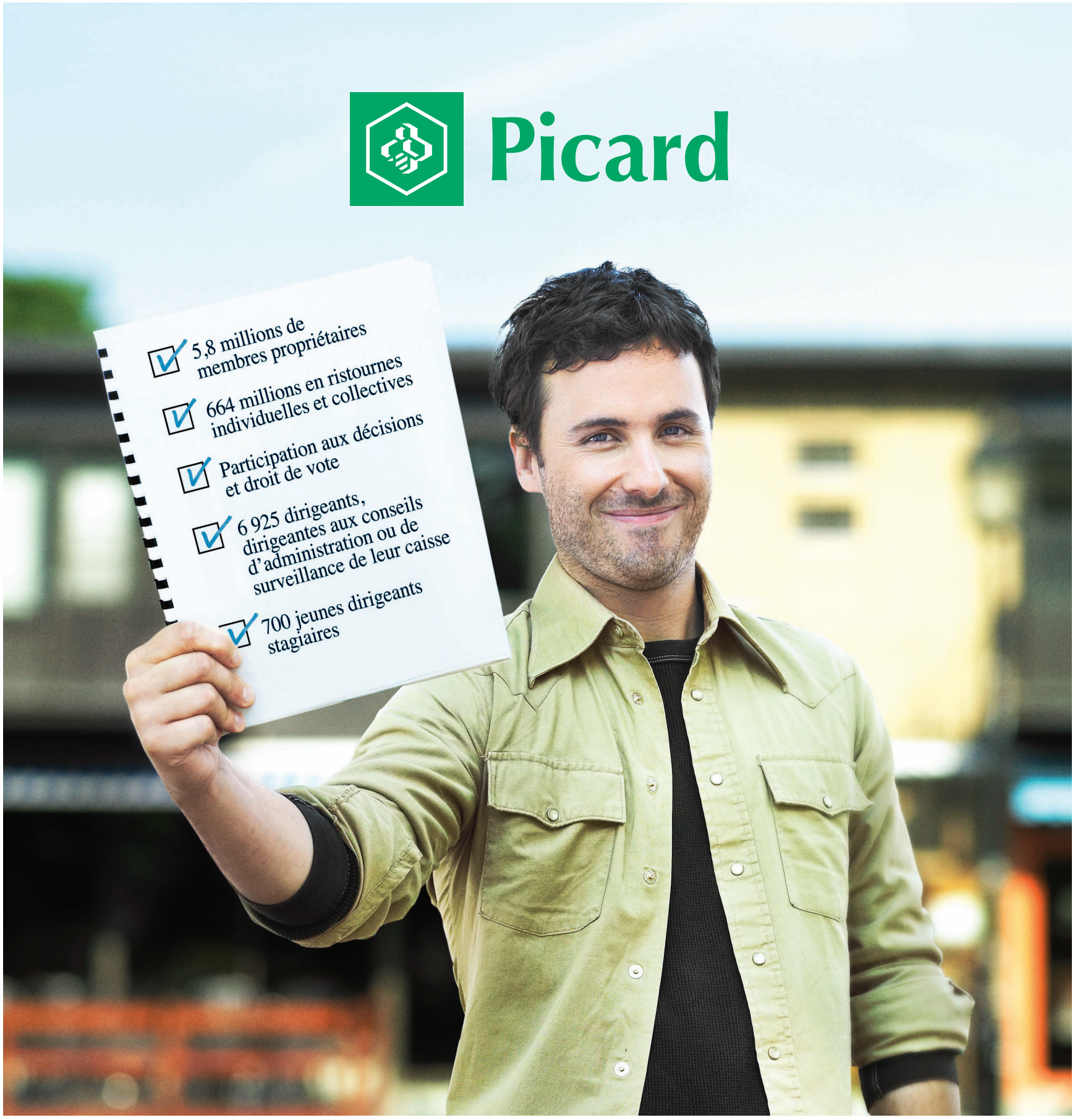
Q. L. : Comment a été accueillie votre étude ?

J. O'L. : Dans la population en général, on a tendance à trouver que les résultats décrivent une évidence. C'est très intéressant parce que la réaction a été bien différente dans le milieu de la santé. On a eu de la difficulté à faire publier l'étude, le milieu scientifique était réticent à accepter nos résultats. Il a fallu faire face à une vision bloquée, plusieurs scientifiques semblent avoir oublié qu'il faut toujours se questionner.

Q. L. : Y a-t-il des mesures que l'on peut prendre pour freiner les risques de dépendance à la fumée secondaire ?

J. O'L. : Il ne suffit pas, pour les adultes, d'aller fumer dans une autre pièce que celle où se trouve l'enfant. Dès que ceux-ci fument dans la maison, la nicotine s'imprègne dans les meubles et les murs, les petits y sont donc exposés. Évidemment, le mieux que l'on puisse faire, c'est d'arrêter. C'est une décision difficile, mais c'est la meilleure qu'un parent puisse prendre pour la santé de son enfant.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 12



COOPÉRER,
C'EST S'ENRICHIR MUTUELLEMENT

Parce qu'une coopérative, ça appartient et ça profite directement à ses membres. Parce qu'une coopérative, ça donne la parole à tous ses membres et ça soutient plus d'initiatives locales. C'est ce qui fait que c'est plus qu'une banque.

C'est la plus grande institution financière au Québec.

Desjardins
Caisse populaire de Côte-des-Neiges

desjardins.com/cooperation

Conjuguer avoirs et êtres

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 13

Travailler dans l'industrie du sexe

UNE ÉTUDIANTE SE MET À NU

Ashley (nom fictif) ressemble à une étudiante moyenne : vêtue d'un jeans, les yeux un peu cernés, elle porte ses livres et sa tasse de café. Mais ce que les autres étudiants ignorent, c'est qu'à la fin de sa journée de cours, quand la plupart des étudiants rentrent souper et réviser leurs examens, elle échange ses classeurs et ses manuels contre des talons aiguilles, des faux cils et de la lingerie sexy. Pour financer ses études, Ashley travaille la nuit pour une agence d'escortes.

Kelie LARTER
Nexus (College Camosun, Victoria)
Traduit et adapté par Thomas GERBET

Aujourd'hui âgée de 28 ans, Ashley est escorte depuis ses 20 ans. Avant cela, elle était caissière dans une grande surface mais avait du mal à joindre les deux bouts. Quand elle a entendu dire que vendre des services sexuels pouvait rapporter gros, elle n'a pas hésité à aller vérifier.

À son premier jour de travail, Ashley était très nerveuse. Avoir des rapports sexuels avec des clients, *« c'est effrayant la première fois »*, dit-elle. Mais ses collègues l'ont aidée à se mettre à l'aise : *« Les gens ont vraiment été gentils avec moi. Après le premier jour, c'est devenu une routine, presqu'un emploi normal. »*

Ashley n'avait jamais fait autant d'argent auparavant. Mais tout le monde ne s'accorde pas pour dire qu'être escorte est une bonne manière de gagner sa vie. C'est le cas de John McKinnis, étudiant au College Camosun : *« Je sais que c'est difficile de trouver du travail, pour les hommes comme pour les femmes, mais là, ce n'est pas approprié. »* Fletcher Evans, un autre étudiant, est de cet avis : *« Ce devrait être illégal. C'est dangereux et dévalorisant pour une femme. Elle devient un objet. On paie pour louer une voiture, on paie pour avoir une relation sexuelle avec une fille. Vous pouvez essayer de justifier cette situation en disant que c'est pour payer vos études, mais il y a d'autres façons de gagner de l'argent. »*

Les gens ont vraiment été gentils avec moi. Après le premier jour, c'est devenu une routine, presque un emploi normal

Ashley

PHOTO : COURTNEY_BROUGHTON

Ashley est étudiante le jour et escorte la nuit.

Certains défenseurs du droit des femmes, comme le Centre des femmes du College Camosun, ont une autre vision du choix de carrière d'Ashley. Selon Nathalie Schogl, du Centre, chaque personne a le droit de choisir la profession qu'elle désire, tant que cela ne nuit à personne : *« Ce n'est pas une voie que je choisirais, mais si vous vous sentez à l'aise dans votre corps et ouvert à l'idée de le partager, je ne vois pas de problème à ça. »*

Ashley protège bien son secret. Parfois, elle croise un de ses clients dans un lieu public. D'habitude, elle s'entend avec eux pour qu'ils soient discrets, mais il est déjà arrivé que certains l'abordent. Ashley soutient n'avoir jamais eu d'étudiant parmi ses clients, ce qui n'est pas le cas avec les professeurs. Même si ce n'étaient pas ses profs à l'époque, ils savaient qu'elle étudiait dans leur établissement. *« Quand ils viennent me voir, je leur demande toujours s'ils veulent quelqu'un d'autre,* explique-t-elle. *Mais en général, ils sont plus que disposés à passer ce moment-là avec moi. »*

Le cas d'Ashley n'est pas une exception. Elle estime qu'un quart des collègues qu'elle a eues ces huit dernières années étaient des étudiantes postsecondaires. *« Contrairement à l'image que la société se fait, la plupart des filles sont assez normales, viennent de familles de la classe moyenne et font le choix de travailler dans cette industrie »*, explique Ashley. *« Nous ne sommes pas les victimes que la société prétend. »*

Ce que peut faire une escorte

Les escortes peuvent aller à la rencontre du client (*out-call*) ou bien être visitées à l'agence (*in-call*). Une fois les portes de la chambre closes, différents scénarios sont possibles. Plusieurs escortes vont fournir un GFE (*Girlfriend experience*) ce qui comprend souvent des baisers sur les lèvres, des caresses et le « Dîner Y » (sexe oral). Il y a aussi les CBJs (*condom blowjobs*), les massages nus, les scénarios fétichistes et le « Greek » (sexe anal).

Législation

Beaucoup se demandent pourquoi les agences d'escortes peuvent continuer de fonctionner sans avoir à répondre de leurs actes devant la justice. En réalité, la prostitution n'est pas illégale au Canada et ne l'a jamais été. Ce qui est illégal, c'est qu'un travailleur du sexe ou un client discutent verbalement d'échanges d'actes sexuels contre de l'argent ou bien contre d'autres marchandises. Ainsi, les escortes peuvent vendre leur corps mais ne peuvent solliciter leurs clients ni fixer un prix pour leurs services. C'est là où le bât blesse : les escortes ne vendent pas leur corps mais leur temps. Et ce qui se passe entre deux adultes pendant ce temps n'est rien d'autre que du « business » au regard de la loi.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 14

Entrevue avec un *escort-boy*

CORPS PROFESSIONNEL

Le manque d'argent, les fantasmes, le goût du luxe... les raisons qui motivent certains jeunes à devenir des escortes sont nombreuses. Si la réalité des escortes féminines est assez visible, celle des hommes est plus nébuleuse. Entretien avec l'un des rares hommes-escortes à avoir accepté de se prêter à une entrevue sans méfiance et sans exiger de rémunération.

Émilie LANGLOIS

Maxime (nom fictif), homme confiant de 32 ans, possède plus de 10 ans d'expérience comme escorte. Son histoire est celle, trop connue, du jeune homme qui arrive de la campagne et se retrouve sans un sou dans la grande ville. Il se met à afficher ses services d'escorte dans les journaux et, rapidement, en multipliant les services dans le confort de son appartement, ses besoins monétaires sont comblés. Fan de porno depuis son jeune âge, Maxime se dit à l'aise avec le fait d'être escorte. Il admet toutefois que son travail nécessite une grande ouverture d'esprit et un certain abandon de ses inhibitions. Il se dit tout de même surpris des requêtes que ses clients lui font parfois : *« J'en entends de toutes sortes »*, comme la réalisation de fantasmes à caractère pédophile, par exemple. Son look d'adolescent se prête bien à ce genre de jeu, explique-t-il.

Malgré cela, à écouter Maxime, il ne s'agit pas d'un métier si pénible. *« C'est un échange de services pas si traumatisant. Ils sont vieux, ils paient, ça s'arrête là. »* Maxime n'en arrive jamais à la pénétration, mais offre tout le reste. Il est le compagnon de ces hommes qui viennent le voir avant ou après le travail pour éviter la suspicion de leurs femmes. Une relation de complicité se développe entre l'escorte et eux, la familiarité rendant l'occupation beaucoup plus facile à vivre pour Maxime : *« Ils sont contents de me voir, je suis leur petit gars. »*

PHOTO : EMILIO GIORDANO

L'industrie du sexe rapporte chaque année plusieurs centaines de millions de dollars au Québec.

MYTHES PROFESSIONNELS

Quoique l'on puisse penser de l'image de la femme quinquagénaire à la recherche de compagnie, elles ne sont que de rares clientes. Les services d'escortes mâles restent en fait un business destiné aux hommes. En 10 ans, Maxime n'a eu affaire qu'à deux femmes. Une agissait à la demande de son mari, l'autre avait 75 ans. *« C'est un monde d'hommes. Point »*, souligne-t-il.

Durant toutes ses années de travail, Maxime affirme n'avoir jamais dû souffrir de la violence d'un de ses clients et s'est toujours fait payer justement. Il y a néanmoins des désavantages évidents à être escorte. Avoir un copain, à moins que celui-ci n'occupe le même emploi, est quasi impossible, selon Maxime. Peu de gens sont prêts à accepter que leur partenaire exerce cette profession. Côté personnel, le métier reste très secret. Le père de Maxime n'a pris conscience que récemment des activités de son fils et a eu du mal à accepter la nouvelle au début. Aujourd'hui, il comprend et sait que son fils n'est pas en danger. Cette réaction amène d'ailleurs notre homme à croire que le seuil de tolérance du public à l'égard de l'escorte masculine a manifestement évolué vers une certaine acceptation.

Il y a 10 ans, Maxime chargeait le double de ses honoraires. Il fait maintenant face à une compétition grandissante. Selon lui, c'est le résultat d'une ouverture d'esprit *« surprenante »* des gens face à ce type de services personnels. Outre le problème de la concurrence, cette réalité l'amène à se poser une question morale : *« Où les gens s'en vont-ils ? »*. Il pense que les jeunes n'ont plus de principes : *« Ça attend à peine ses 18 ans pour aller danser au Tabou pis aller sucer des petits vieux ! »* Récemment, Maxime a joué dans un film porno, une voie dans laquelle il souhaite poursuivre.

Prostitution étudiante

L'UNIVERSITÉ TOUCHÉE

Ce pourrait être votre voisine de classe, un coéquipier dans un travail de fin de session ou la personne derrière vous dans le métro. S'il n'existe pas de chiffres pour décrire l'ampleur de la prostitution étudiante au Québec, professeurs et intervenants s'entendent pour dire que la pratique est bien réelle et qu'elle a été facilité par l'arrivée d'Internet.

Aryanne BESNER QUINTAL

Certaines offrent leurs services comme « masseuses » ou femmes de ménage en petite tenue. D'autres se prêtent à des stripteases sur Internet ou travaillent comme *escort-girls*, le soir venu. Les plus téméraires travaillent dans les bars de danseuses nues ou font le trottoir la fin de semaine. Si l'échange de services sexuels contre de l'argent reste un sujet tabou, souvent occulté, la pratique, elle, existe bel et bien dans le milieu étudiant.

Émilie-Cloé Laliberté, intervenante chez Stella, un organisme montréalis qui vient en aide aux travailleuses du sexe affirme que, sur les 6 000 personnes qui font appel à leurs services chaque année, au moins 30 % sont des jeunes encore sur les bancs de l'école ou des finissants. *« À chaque fois que nous donnons des formations dans les universités, il y a des jeunes femmes qui viennent nous voir pour nous confier qu'elles travaillent dans l'industrie »*, souligne Mme Laliberté. *« Lorsque j'étais au bac à l'UQAM, il y en avait au moins cinq dans ma classe »*, poursuit-elle.

Pour Michel Dorais, sociologue de la sexualité et professeur en sciences sociales à l'Université Laval, il ne fait nul doute que le phénomène est bien présent : *« Cela fait 30 ans que j'enseigne et il m'est arrivé que des étudiants me confient se livrer à ce genre d'activités. On le sait que ça se passe. »*

L'ARGENT, OUI, MAIS CE N'EST PAS TOUT

Pour M. Dorais, si l'argent demeure la principale motivation, elle ne peut, à elle seule, expliquer le phénomène. *« J'ai vu des filles qui n'avaient pas besoin d'argent et qui étaient escortes. Souvent, elles le font sous l'influence de leur chum ou de leurs amis, pour être "cool" »*, souligne t-il. Selon lui, le phénomène est évolutif : une personne commence par publier une photo osée de lui ou d'elle sur Internet ; puis vient l'achat d'une webcam, qui permet de s'adonner à des séances d'effeuillage en direct et, enfin, la personne verse dans la pornographie. *« Très souvent, ce n'est pas planifié. Personne ne se dit : "Moi, plus tard je rêve d'être dans la porno" »*, souligne M. Dorais.

Pour Christopher Earls, professeur de psychologie à l'UdeM qui étudie depuis plus de 25 ans la délinquance sexuelle, il n'y a pas raison de s'alarmer. *« Tout ce qu'on sait, c'est que 3 % à 4 % des étudiants disent "connaître une personne" qui échange des services sexuels contre de l'argent. La pratique n'est donc pas généralisée. »* Les études menées par M. Earls indiquent, quant à elles, d'autres facteurs pour expliquer les causes de la prostitution : *« Ce sont les jeunes femmes au passé familial difficile, et surtout celles qui ont été abusées sexuellement dans leur milieu familial qui risquent le plus de verser dans ce genre de pratiques. »* Un point de vue qui n'est pas partagé par l'intervenante de chez Stella. Mme Laliberté croit qu'il s'agit là de préjugés : *« Il ne faut pas être naïve ou traumatisée pour travailler dans l'industrie. La plupart des femmes qui se présentent* [chez Stella] *sont très équilibrées et en bonne santé. »*

TECHNOLOGIES DE LA PROSTITUTION

Quelles que soient les causes qui motivent les étudiantes à faire le saut dans l'industrie du sexe, les intervenants s'entendent pour dire que l'essor des technologies a permis un accès sans précédent au monde du X. *« Avec Internet, les femmes n'ont plus besoin de solliciter dans la rue. Elles peuvent travailler à leur compte, sur le Web. C'est non seulement plus payant, mais c'est aussi plus sécuritaire pour les travailleuses »*, soutient Mme Laliberté.

En France, le syndicat SUD-Étudiant estime à 40 000 le nombre d'étudiants qui se livreraient à des actes pornographiques ou de prostitution. Il n'existe pas de telles données pour le Québec.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 15

Dégringolade des bourses

CRISE FINANCIÈRE 101

La crise financière actuelle est complexe et déploie petit à petit ses tentacules dans toutes les sphères de l'économie. Vous avez du mal à y voir clair ? *Quartier Libre*, qui n'est pas (encore) coté sur les marchés, délie pour vous les cordons de la bourse.

Charles LECAVALIER

Les prêts hypothécaires à risque ont contaminé le bilan des grandes compagnies financières américaines. Le crédit se resserre, les investissements reculent et la crainte d'une récession au Canada pointe le bout de son nez. Comment en est-on arrivé là ? L'élément déclencheur de la présente crise financière est, sans contredit, l'irresponsabilité des banques américaines et de la Réserve fédérale américaine (FED). Depuis 2003, la FED diminue le taux d'intérêt, et ce, dans le but de stimuler l'économie. Une des conséquences de cette politique économique est de rendre le crédit moins onéreux donc plus facilement accessible.

De plus, deux grandes institutions américaines, Fanny Mae et Freddie Mac – qui possèdent à elles seules plus de 40 % des prêts hypothécaires américains – avaient pour mission de permettre aux familles défavorisées d'obtenir des hypothèques garanties par l'État. Tous ces acteurs prêtent beaucoup, et sans discernement, aux citoyens souhaitant devenir propriétaires. Comme l'accès au crédit est facilité, la construction immobilière est nécessairement stimulée. Toutefois, cette impulsion était artificielle, puisque des gens qui n'avaient vraisemblablement pas les moyens de devenir propriétaires pouvaient accéder à ces prêts.

Pour faire plus de profits, les banques ont pris de gros risques. Lorsque la bulle immobilière a éclaté, au début d'octobre, le prix des maisons a rapidement diminué. Une banque qui a prêté 250 000 $ à une famille pour l'achat d'une résidence valant 300 000 $, qui en vaut maintenant 200 000 $ voit donc la valeur de son actif – la maison – diminuer. La banque doit donc demander à l'acheteur de lui rembourser la différence entre la valeur actuelle de l'actif et celle du prêt consenti. Évidemment, de nombreux défauts de paiement ont entraîné des saisies. Il y a donc plus de maisons à vendre, ce qui contribue à la diminution de la valeur du parc immobilier. C'est ce cercle vicieux qui a causé la faillite de grandes banques comme Lehman Brothers et la Washington Mutual.

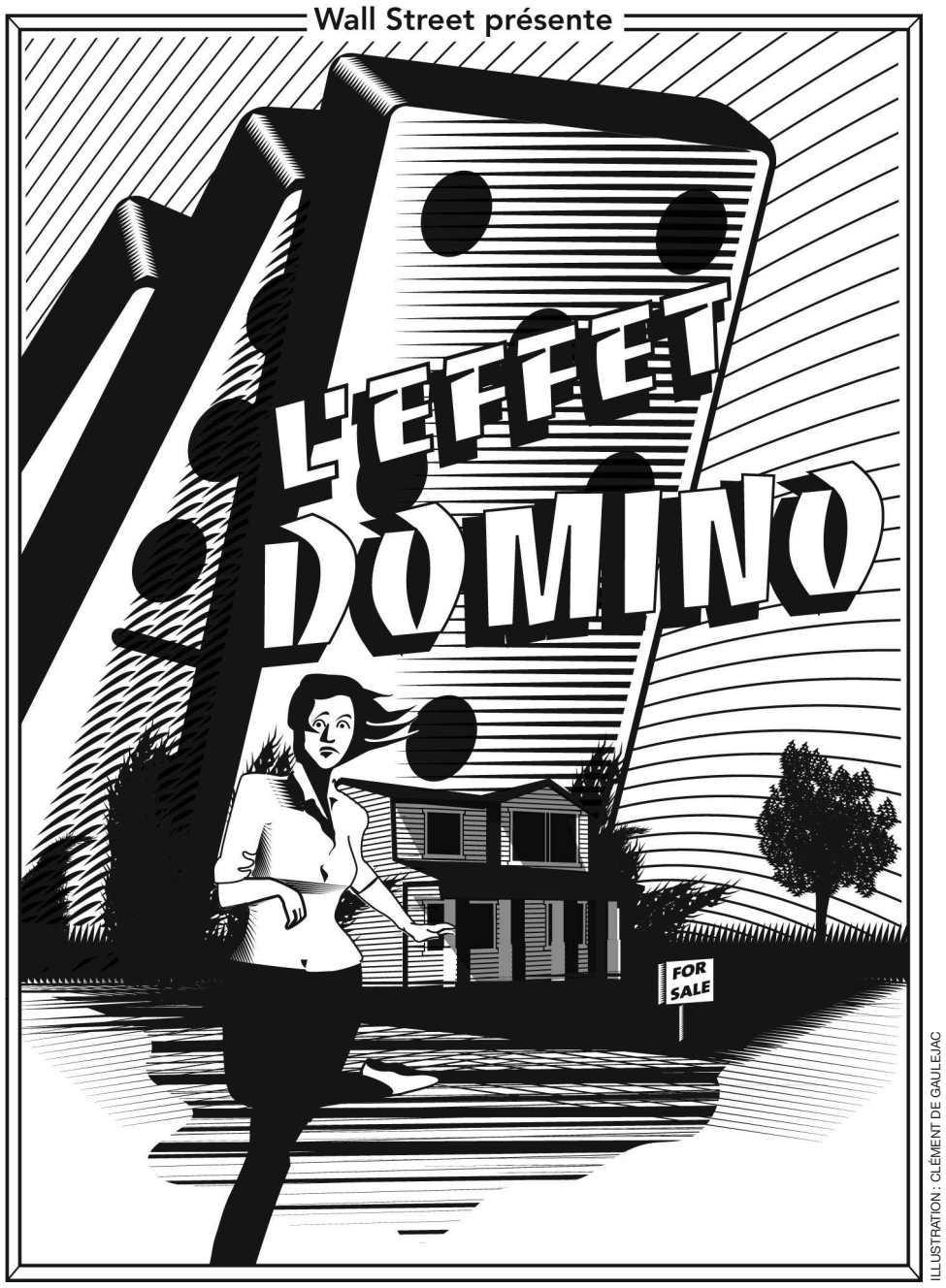


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

LE PLAN PAULSON À LA RESCOUSSE

Le plan Paulson consiste en ce que le gouvernement fédéral américain achète les créances douteuses à des banques américaines. Le gouvernement américain va dégager jusqu'à 700 milliards de dollars pour racheter ces actifs, en espérant les revendre aux banques et aux investisseurs lorsque le marché se sera calmé. La différence entre le prix payé par le gouvernement américain pour ces créances et le prix de revente sera assumée par les citoyens américains, via la dette nationale. Cela explique pourquoi cette démarche est si impopulaire dans l'opinion publique.

Pourquoi un gouvernement pourtant hostile à l'intervention de l'État agit-il ainsi ? John McCain, candidat républicain à la présidentielle, affirme que *« l'inertie n'est pas une option. Si le Congrès n'agit pas, la boîte de vitesses de l'économie américaine tombera en panne. »* La métaphore est très juste parce que même si la crise est avant tout financière, elle va inévitablement se répercuter sur l'économie dite réelle. Malgré l'adoption du plan Paulson, les cours mondiaux de la bourse se sont effondrés le 6 octobre et dans les jours qui ont suivi.

Mais comment peut-on expliquer la contagion entre la crise financière et l'économie réelle ? Dans un discours prononcé le 6 octobre à Washington, le président de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, a affirmé que *« La chute des exportations, ainsi qu'une réduction des apports en capital, vont causer une chute des investissements. Cette diminution de croissance, conjointement à des conditions de financement beaucoup plus serrées, vont causer des faillites d'entreprises. »*

PENDANT CE TEMPS, AILLEURS DANS LE MONDE

Déjà, la crise a affecté les institutions financières européennes et menace désormais de provoquer une récession mondiale. Ainsi, le chef de l'État français et président de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy, a déclaré devant l'Assemblée générale de l'ONU le 23 septembre : *« Trop longtemps, nous nous sommes tous résignés à l'impuissance et trop longtemps nous avons reculé devant la nécessité de doter le monde globalisé des institutions qui permettront de le réguler. »* De plus, le 10 octobre, les pays du G7 ont adopté un plan d'urgence qui prévoit que les institutions financières importantes seront protégées de la faillite. Comme les États vont recapitaliser les banques, il y aura amplification du mouvement de nationalisation des banques. Des institutions financières, comme l'américaine AIG ou la belgo-néerlandaise Fortis, ont déjà été nationalisées.

Une réponse internationale, donc, à un problème qui est devenu global. Il est difficile de déterminer l'issue de la crise, mais il est clair qu'elle doit désormais être abordée en termes économiques plutôt que financiers.

Le Canada entrera-t-il en récession ?

Le Canada a tout à perdre si les États-Unis tombent dans une profonde récession. La valeur des exportations commerciales canadiennes en sol américain a atteint la somme faramineuse de 356 milliards de dollars en 2007, ce qui représente près de 80 % des exportations du Canada. Le Canada cache plusieurs atouts dans sa manche. Les banques canadiennes sont beaucoup plus solides que les banques américaines. Elles ont été moins téméraires et leur bilan est donc plus sain. De plus, le marché immobilier canadien est plus solide : les prix des maisons se maintiennent et la construction immobilière, bien que ralentie, n'est pas stoppée. Le gouvernement canadien a, par ailleurs, remboursé sa dette extérieure. La différence majeure est que le consommateur canadien est moins endetté que l'américain moyen et, comme le prix des maisons n'a pas chuté, son bilan financier est meilleur. C'est-à-dire qu'il n'aura pas à se priver et continuera à consommer.

La situation est donc plus rose de ce côté-ci de la frontière, mais il est important de noter que si la récession se prolonge, le Canada, à cause de ses liens commerciaux qui l'unissent aux États-Unis, ne pourra pas y échapper. Ainsi, le gouvernement canadien a annoncé le 10 octobre une injection de 25 milliards de dollars dans le marché hypothécaire et bancaire canadien, et ce, malgré l'apparente stabilité du système financier canadien. Il le fera en achetant des actifs hypothécaires de haute qualité, dixit le ministre des finances conservateur Jim Flaherty. La peur qu'une crise financière étrangère affecte la stabilité économique du pays est directement à l'origine de cette réaction du gouvernement fédéral.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 16

Roms

LA FACE CACHÉE DE L'EUROPE

L'Europe est généralement perçue comme un exemple de solidarité et de respect des droits humains. Mais ce symbole n'est pas sans faille, surtout lorsqu'il est question des Roms, la plus importante minorité d'Europe. Marginalisés depuis des siècles, ils dérangent encore aujourd'hui. Et si l'un des plus grands défis de l'Union européenne (UE) était l'intégration d'une partie de ses propres citoyens ?

Gaétan POULIOT

« L'*Europe de la solidarité, ce n'est pas encore une réalité* », lance Michèle Mézard, du collectif Romeurope, une organisation qui milite pour la reconnaissance des droits des Roms. Ce peuple méconnu a été persécuté et discriminé tout au long de son histoire. Mais avec la chute du bloc communiste et l'élargissement de l'UE, les problèmes auxquels ils font face sont devenus une priorité en matière de défense des droits humains, selon un rapport récent de la Commission européenne.

On estime que leur nombre se situe entre 8 et 10 millions dans l'Union européenne (quelque 12 millions pour l'ensemble de l'Europe). Tsiganes, Manouches, Gitans ou Bohémiens, ce sont quelques noms qu'on leur donne. Principalement établis en Europe de l'Est, les Roms sont présents dans tous les pays du continent. Mais malgré leur grand nombre, on connaît peu de choses d'eux. Leurs ancêtres seraient partis du nord de l'Inde il y a au moins sept siècles et ils auraient migré jusqu'en Europe. On en retrouve aussi en Turquie, aux États-Unis et au Brésil. Bien qu'ils soient dispersés, ils possèdent une culture et une langue qui leur est propre. Leur langue, le romani, est issue du sanskrit. Dans cette langue, Rom signifie simplement humain.

UNE HISTOIRE DE PERSÉCUTION

Depuis leur arrivée en Europe au Moyen-Âge, ce groupe a été systématiquement mis au ban de la société. *« Après les avoir rejetés au cours des 14e et 15e siècles, on a voulu les exploiter et les assimiler »*, explique Jean-Pierre Liégeois, auteur de *Roms et Europe* et maître de conférences à la Sorbonne. Parmi les exemples de persécutions, M. Liégeois note qu'ils ont été victimes d'esclavage jusqu'au milieu du 19e siècle en Roumanie. On les faisait travailler dans des mines de mercure en Espagne, et plusieurs pays les envoyaient dans les galères ou les déportaient dans leurs colonies. En Autriche, aux 17e et 18e siècles, *« on enlevait les enfants Roms à leurs parents et les forçait à fréquenter des écoles où on leur interdisait de parler leur langue et de porter leurs vêtements traditionnels »*, raconte M. Liégeois.

Le 20e siècle fut également tragique pour les Roms. Un demi-million d'entre eux ont été assassinés par le régime nazi entre 1933 et 1945. Comme les Juifs, ils étaient considérés comme une race inférieure qu'il fallait exterminer. La fin de la guerre ne mettra pas fin à leur souffrance. *« On recense des cas de stérilisation de femmes roms en Slovaquie jusqu'en 2004 »*, s'indigne Malik Salemkour, vice-président de la Ligue des droits de l'Homme et co-animateur du Collectif Romeurope.

Aujourd'hui, les Roms sont parmi les Européens les plus pauvres. Dans certains pays de l'UE, le taux de chômage des Roms est 10 fois plus élevé que la moyenne nationale. De plus, l'accès aux soins de santé, à un logement salubre et au système d'éducation est loin de leur être acquis. *« C'est la minorité la plus exposée et la plus vulnérable*, explique Peter Leuprecht, directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal et ancien directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe. *Ils n'ont pas d'État protecteur, contrairement aux autres minorités européennes. »*

Les politiques développées à l'égard des Roms ont souvent eu pour but leur exploitation ou simplement leur disparition culturelle ou même physique. Résultat : *« Au fil des siècles, c'est une incompréhension mutuelle qui s'est développée »*, explique Jean-Pierre Liégeois. Encore aujourd'hui, *« ils sont considérés comme des étrangers, même s'ils sont présents dans de nombreux pays européens depuis quatre ou cinq siècles »*, fait remarquer Malik Salemkour.

La situation des Roms en Europe ressemble étrangement à celle des peuples autochtones au Canada. *« L'analogie est tout à fait pertinente »*, selon Peter Leuprecht. Malgré les différences historiques, *« les stéréotypes, l'exclusion et les problèmes sociaux sont similaires »*, dit-il.

PHOTO : PIERRE-OLIVIER MAZOYER

Contrairement aux idées reçues, 96 % des Roms sont sédentaires, selon l'Union romani internationale

DE L'EXCLUSION À L'INCLUSION

Le 1er janvier 2007, l'Union européenne s'est agrandie avec l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie. Un élargissement qui a eu pour effet la résurgence de la question rom, car près de 10 % de la population de ces pays est constitué de Roms. Dans le cas de la Roumanie, cela représente 2 millions de personnes, la plus grande population de Roms en Europe. Ils sont maintenant citoyens de l'UE, avec une relative liberté de circulation.

Malgré cette liberté de mouvement, les Roms de l'UE font toujours face au rejet. En novembre dernier, un Rom roumain est soupçonné d'avoir tué une Italienne. Cet événement a exacerbé le sentiment anti-Roms et l'Italie a adopté un décret pour faciliter leur expulsion.

Selon Jean-Pierre Liégeois, l'élargissement de l'Union européenne serait cependant une bonne chose. *« Les institutions internationales sont très importantes dans ce contexte et peuvent se substituer aux États dans certains domaines »*, explique-t-il. Notamment, pour stimuler la coopération et favoriser l'intégration des Roms. C'est aussi ce que pense M. Leuprecht. Les pays qui veulent intégrer l'UE doivent aussi respecter certains critères et *« l'un de ces critères, c'est le respect des minorités »*, souligne-t-il. De plus, les Roms eux-mêmes utilisent les organisations internationales européennes pour faire entendre leur voix et faire respecter leurs droits.

M. Liégeois estime par ailleurs que les Roms ont un rôle important à jouer dans la nouvelle Europe. Avec la croissance de la mobilité, les pays européens doivent gérer de plus en plus la diversité culturelle. Et dans ce sens, *« les Roms peuvent être une source d'inspiration pour la construction de l'Europe »*, croit-il.

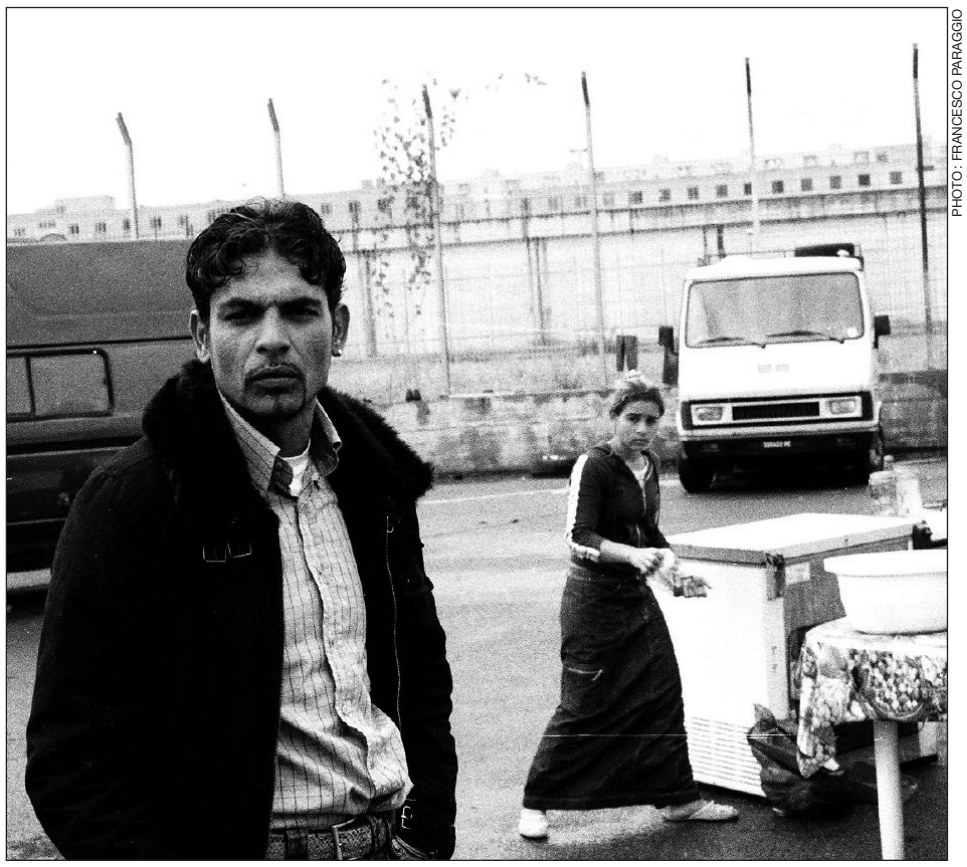


PHOTO : FRANCESCO PARAGGIO

Selon la Banque mondiale, les Roms de l'Est de l'Europe sont 4 à 10 fois plus pauvres que la population en générale

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 17

Informatique en Afrique

LE RWANDA NE LAISSE PAS PASSER LA VAGUE

Jeunes ou vieux, enseignants, chômeurs... Tout le monde au Rwanda veut apprendre l'informatique pour trouver un emploi, réaliser de petits travaux et communiquer avec l'étranger. Un peu partout, même dans de petites villes, les formations se multiplient.

PHOTO : COLLEEN TAUGHER

Fulgence NIYONAGIZE
(Agence de presse Syfia)

« *Nous accueillons des anciens élèves, des étudiants, des enseignants, des chômeurs…* », énumère Randry Nzigiye, formateur en informatique à Byangabo, une petite localité au nord du Rwanda. Depuis deux ans, tous les profils ou presque défilent dans ce centre rural. D'une personne à l'autre, les motivations varient. Certains craignent que leurs manuscrits de valeur (titres fonciers, documents confidentiels) ne se détériorent et les font taper sur ordinateur. D'autres, qui terminent le cycle secondaire sans réelles notions, approfondissent leurs connaissances. Enfin, des curieux, qui ont arrêté tôt l'école ou ont un proche à l'étranger, apprennent à taper eux-mêmes des textes et à naviguer sur Internet.

Il n'y a pas d'âge pour commencer à surfer sur le Web. Dans les cybercafés, des vieilles et des vieux demandent qu'on leur ouvre un compte personnel. Népomscène Murahangabo, du café Internet La Planète à Huye (Sud) observe que, contrairement à d'autres, les personnes âgées n'hésitent pas à demander de l'aide : « *Les plus jeunes ont honte de nous solliciter. Quand ils ne connaissent pas les bases, ils sont comme des brebis égarées !* »

Je ne pensais pas que je pourrais un jour manipuler un ordinateur ! À présent, je tape moi-même mes textes !

Une enseignante sexagénaire

Aujourd'hui, maîtriser, ne serait-ce qu'un minimum, l'outil informatique est en effet devenu indispensable au Rwanda pour réaliser de petits travaux, communiquer et surtout décrocher un emploi. Par exemple, Consolée Umuhoza, ancienne étudiante en comptabilité, a dernièrement effectué pendant un mois 15 km matin et soir, pour se familiariser en ville avec certains logiciels de base généralement exigés pour postuler. « *Je n'ai pas perdu mon temps ! Ces connaissances m'ont permis d'accéder aux emplois temporaires de la Banque populaire du Rwanda* », se félicite-t-elle.

MOTIVATION SANS FAILLE

Pour répondre aux besoins grandissants, d'anciens universitaires créent ici et là, dans les campagnes, des centres spécialisés. Dans le Sud, des formations initiées par des associations d'étudiants de l'Université nationale se multiplient. Bon nombre d'enseignants ont ainsi été formés dans tous les districts au cours des dernières vacances d'avril. « *Notre objectif est de les habituer à informatiser leurs travaux* », souligne Thomas Habufite, vice-président de l'une de ces associations. Une enseignante sexagénaire se félicite de cet apprentissage tardif, mais précieux : « *Je ne pensais pas que je pourrais un jour manipuler un ordinateur ! À présent, je tape moi-même mes textes !* »

Rien ne semble pouvoir décourager les bonnes volontés. « *Certains viennent des montagnes lointaines* », affirme Nzigiye. Selon ce dernier, la motivation des plus déterminés ne se limite pas à maîtriser les logiciels les plus courants. Après en avoir terminé avec Word et Excel, Emmanuel Ndagijimana en est à présent à PowerPoint. Une fois qu'il maîtrisera cet autre outil, il envisage de proposer à certains étudiants de l'Institut supérieur d'agriculture et d'élevage (ISAE) de taper et de mettre en forme leurs travaux. « *D'ici deux mois, je dois en être capable moi aussi !* », ambitionne-t-il.

Même les tarifs, parfois élevés, ne semblent pas les rebuter. À Byangabo, près du centre informatique, se connecter à l'Internet de l'ISAE revient à 600 francs rwandais (1,25 $) l'heure. Ailleurs dans le pays, dans d'autres centres, le prix des formations varie entre 20 000 et 40 000 FRW (entre 42 et 85 $), selon qu'on veut apprendre les logiciels de base ou les approfondir. Pour réunir ces sommes, les familles se cotisent et y consacrent désormais une part non négligeable de leur budget.

www.syfia.info
www. syfia-grands-lacs.info

Revue de presse internationale

Ilan DEHÉ

Après le lait, les souliers

Après le lait frelaté, la Chine envoie des chaussures cancérigènes. En Italie, 1,7 million de souliers ont été saisis. Après analyse, les scientifiques ont découvert que le cuir des chaussures concernées avait été traité avec du chrome hexavalent, un produit interdit en Italie car il peut provoquer le cancer de la peau. Il était prévu de faire porter à la cargaison la mention « *cuir véritable* » et même « *made in Italy* ». La police italienne a procédé à l'arrestation des 28 entrepreneurs (21 Chinois et 7 Italiens). Ce scandale remet une nouvelle fois en question la qualité des produits issus de l'Empire du milieu. En mai 2004, l'Institut Pasteur de Madagascar avait découvert que des yoyos fabriqués en Chine contenaient du liquide contaminé par une quantité importante de bactéries fécales. En juin 2007, 450 000 pneus chinois étaient retirés du marché américain après avoir été jugés non conformes aux normes de sécurité de la National Highway Traffic Administration. En août 2007, 18 millions de jouets (petites automobiles, poupées) avaient été rappelés puisqu'ils avaient été peints avec de la peinture au plomb, une substance toxique lorsque ingérée.

Wal Fadjri (Sénégal)

Quatre anticorps contre le sida

Pour les 40 millions de personnes dans le monde qui seraient atteintes du virus du sida, selon les données recueillies par l'ONU en 2007, un nouvel espoir vient de naître. Une découverte pour combattre le virus a été faite : 10 Kenyans ont des anticorps capable de neutraliser le VIH. Malgré l'absence de médicaments antirétroviraux, les 10 personnes n'ont succombé à aucune infection. Plus encourageant encore, 1 700 personnes séropositives ont ensuite été observées dans divers pays d'Afrique. Parmi elles, 170 sont porteuses de ces quatre fameux anticorps. Ces Rwandais, Ougandais, Sud-Africains, Zambiens et Kenyans incarnent l'espoir de millions de séropositifs. Pour explorer plus en profondeur cette voie, l'International Aids Vaccine Initiative (IAVI), l'une des organisations internationales en charge de financer la recherche sur le sida dans le monde, a décidé d'allouer 30 % à 50 % de son budget à des chercheurs kenyans afin de trouver un éventuel vaccin basé sur ces quatre anticorps salvateurs.

Daily Nation (Kenya)

Une école coranique pour homosexuels et transsexuels

En Indonésie, pays de 235 millions d'habitants dont 200 millions de confession musulmane, l'homosexualité n'est pas politiquement ni juridiquement considérée comme un crime. Cependant, le sujet reste tabou. Après s'être souvent senti rejeté dans les mosquées traditionnelles, Maryani, un travesti indonésien âgé de 51 ans a décidé de créer une école coranique pour cette communauté. Du nom de « Ponpes Waria », elle a ouvert ses portes en juillet dernier. L'école n'a pas de mosquée, mais permet aux homosexuels et transsexuels d'avoir un lieu de culte et un espace pour prier. L'école offre la chance à une partie de la communauté de pratiquer librement le culte musulman dans le village de Notoyudan près de Jogjakarta, une ville de 500 000 habitants située sur l'île de Java.

The Jakarta Post (Indonésie)

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 18

Cinéaste de l'horreur

NÉS SOUS LE SIGNE DU GENRE

Au Québec, il y a très peu de cinéma de genre. L'horreur, le policier, la science-fiction n'existent pratiquement pas. Mais depuis quelques années, une nouvelle génération de cinéastes, élevée par *Star Wars* ou *Nightmare on Elm Street*, fait peu à peu sa place. Ces jeunes créateurs s'appliquent à réaliser leurs films malgré de maigres budgets.

Samuel MERCIER

Les acteurs ont une vingtaine d'années, les dialogues s'en tiennent au minimum, mais le sang coule à flot, à grands renforts de viscères et de cris d'agonie. C'est à peu près le portrait des films d'horreur produits au Québec. Ce cinéma atypique demeure cantonné dans des festivals comme SPASM ou Fantasia. Les jeunes artisans du cinéma québécois investissent pourtant de plus en plus ce type de films délaissés par les vieux cinéastes. Comme le dit Jarrett Mann, co-fondateur de SPASM : *« On aime ce cinéma-là, c'est notre génération. »* Celle-ci en est encore à ses débuts, mais elle fait son chemin avec des productions de plus en plus élaborées.

Certains professionnels se prêtent même au jeu. Pour son film *Pogo et ses amis*, émission pour enfant en *stop motion* (animation image par image) dont les héros sont en fait des tueurs en série, François Guay a réussi à réunir une brochette d'acteurs impressionnante pour un film étudiant. Les voix des personnages sont interprétées par Hubert Gagnon (la voix québécoise de Homer Simpson et de Mel Gibson), Edgar Fruitier, Stéphane Gendron (le maire d'Huntington) ainsi que Bernard Fortin (la voix québécoise de Ned Flanders et du chef Wigum dans *Les Simpsons*). *« Même sans budget et sans l'appui des institutions, ça peut monter »*, explique le jeune réalisateur.

Comme en témoigne Jarrett Mann, les partys de financement, les cartes de crédit ou les économies personnelles servent souvent à couvrir les dépenses : *« Ce n'est pas rentable, monétairement. La paie, c'est la réaction du public. »* Ce manque de moyens s'explique par le fait que plusieurs de ces réalisateurs sont encore très jeunes et que la plupart de ces films ont un potentiel de diffusion assez limité. Le cofondateur de SPASM avoue d'ailleurs qu'il serait *« difficile d'avoir une subvention pour un film de zombies et de tranchage de têtes »*.

Les choses tendent toutefois à changer. SPASM accueille cette année trois longs-métrages, une nouveauté par rapport aux éditions précédentes. La qualité technique des films présentés augmente d'année en année.

PHOTO : SASHA LEBEL

Des vertes et des pas mûres.

EXPÉRIENCE D'UN JEUNE CINÉASTE

Sacha Lebel fait sa maîtrise à l'Université de Montréal sur le cinéma d'exploitation au Québec. Son film *Des Vertes et des pas mûres* a fait partie de l'édition 2007 du Festival SPASM. Comme la quasi-totalité des courts-métrages présentés dans ce genre d'évènement, l'œuvre a été financée à compte d'auteur.

Grâce à ses économies et à quelques pieds de pellicule gagnés lors d'un cours à l'UdeM, le jeune réalisateur a pu financer une partie de son film. Les derniers 800 $, il les a amassés en allant faire des tests pour une compagnie pharmaceutique. Même avec un budget de 2 500 $, Sacha a dû faire appel au bénévolat de l'équipe et à la clémence de ses colocataires, prêts à accepter d'avoir une tête de mannequin coupée sur leur comptoir de cuisine.

Pour Sacha Lebel, un des problèmes majeurs quant à la diffusion vient du fait que *« le film de genre au Québec, c'est vraiment le court-métrage »* et que peu de gens sont prêts à payer 15 $ pour un DVD qui dure 10 minutes. *« Si tu veux une culture cinématographique, ça prend un cinéma populaire »*, explique le jeune cinéaste.

Avec Fantasia, SPASM et Vitesse lumière à Québec, ce type de cinéma, sous-exploité jusqu'à maintenant, se taille peu à peu une place dans l'univers québécois. Un cinéma qui, s'il ne fait pas son chemin jusque dans la majorité des salles, sert certainement déjà à la formation d'une nouvelle génération de techniciens et de cinéastes.

Festival SPASM 2008

QUÉBEC PUR-SANG

Le chanteur de charme Serge Laprade combat des ninjas. Des cyclistes armés de leurs pompes sauvent l'humanité d'une terre qui se dégonfle. Un mercenaire de l'espace a la fièvre de la danse. Rien ne cloche, c'est le simple reflet de la programmation éclatée que nous offre cette année encore le Festival SPASM, dédié aux films de genre faits au Québec.

Hubert RIOUX

« SPASM, c'est plus que des films d'horreur, il y aussi de la science-fiction, du fantastique, de l'action et tout ce qui est étrange comme un film de ninjas très gore. » Jarret Mann, président du festival, fait référence ici à *Cul-de-sac*, réalisé par Jean-Mathieu Bérubé et Carlo Harrietha. Ce long métrage, mettant en vedette Serge Laprade, sera présenté en première lors de la soirée d'ouverture le 23 octobre.

Depuis sa première édition en 2002, le festival a évolué. Au départ, SPASM n'était qu'une soirée de diffusion de courts métrages d'horreur. Jarrett Mann et Gil Brousseau, cofondateurs du festival, se sont vite décidés à intégrer d'autres genres cinématographiques. Dès la deuxième édition de SPASM, il y avait des courts-métrages de science-fiction.

Au fil des ans, d'autres genres et évènements ont trouvé leur place dans la programmation du festival, comme les films d'action et la présentation de films d'animation d'étudiants du Cégep du Vieux Montréal. Cette année, la grande nouveauté qu'offre SPASM est la présentation de trois longs-métrages québécois dont le très attendu *End of the Line* de Maurice Devereaux qui a été présenté dans plusieurs festivals internationaux.

La sélection des films s'est également complexifiée. Cette année, près de 300 films ont été présentés. *« Le nombre de films soumis a augmenté, il a fallu resserrer les critères »*, observe Jarrett Mann. Le choix ne s'arrête pas à ceux reçus par la poste. D'autres films sont également dénichés lors d'événements cinématographiques comme les soirées Kino, les Rendez-vous du cinéma québécois et Prends ça court ! L'édition 2008 de SPASM compte environ 125 courts métrages.

En 2007, autour de 5 000 personnes ont assisté aux diverses activités offertes par le festival. À elle seule, la Grande soirée horreur a comptabilisé 600 entrées. Son président vise le même objectif cette année. Tout au long du mois d'octobre, il espère attirer 3 000 spectateurs supplémentaires aux séances de courts métrages projetés à La Ronde. Plus de 800 personnes devraient assister à la soirée d'ouverture.

PHOTO : SPASM

Patrick Boivin présente son court-métrage *Queloune* cette année à SPASM.

« L'horreur est très populaire, il a toujours une place de choix », souligne Jarrett Mann. SPASM prendra fin le 31 octobre avec la Grande soirée horreur. Le président compte également maintenir sa programmation exclusivement québécoise. Il laisse à Fantasia, l'autre festival de Montréal qui se consacre au cinéma de genre, le mandat de présenter une sélection internationale.

7e édition du Festival SPASM 2008
Du 23 au 31 octobre 2008 • www.spasm.ca

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 19

Sortie du documentaire *C'est dur d'être aimé par des cons*

MAHOMET et *Charlie Hebdo*

Valérie SIMARD

Quand le quotidien danois *Jyllands-Posten* publie 12 caricatures montrant les *« visages de Mahomet »*, la bombe est lancée. Nous sommes le 30 décembre 2005. À la suite de cet évènement, pendant que des milliers de musulmans manifestent leur indignation à travers le monde, la presse mondiale reprend les dessins. *Charlie Hebdo* reproduit aussi les caricatures et les accompagne, à la une, d'un dessin de Cabu représentant Mahomet se prenant la tête entre les mains et disant : *« C'est dur d'être aimé par des cons… »*. Les cons étant les intégristes musulmans.

Bien que plusieurs journaux aient publié les caricatures controversées, seul *Charlie Hebdo* a fait l'objet d'une poursuite judiciaire. Des organisations musulmanes n'ont pas aimé. Le documentaire *C'est dur d'être aimé par des cons* raconte l'histoire du procès qui a suivi.

Sorti en France il y a un mois, le film prendra l'affiche au Québec le 24 octobre. Réalisé par le journaliste et cinéaste Daniel Leconte (*Good Morning Afghanistan* ; *Fidel Castro, The Making of a leader*), le documentaire relate le déroulement du procès intenté à *Charlie Hebdo* par la Mosquée de Paris, la Ligue islamique mondiale et l'Union des organisations islamiques de France. Celles-ci accusent la publication d'*« injure publique à l'égard d'un groupe de personnes en raison de leur religion »*.

Le film propose un récit des évènements, de la publication des caricatures dans *Charlie Hebdo* au verdict du procès. Le réalisateur s'infiltre dans la salle de rédaction du journal lors de la préparation du numéro spécial qui aura fait tant de bruit. Tous sont d'accord : il faut publier ces caricatures. Cette décision mènera le journal devant le tribunal, qui finira par l'acquitter.

C'est dur d'être aimé par des cons est un documentaire dans sa forme la plus classique. Trop classique. N'ayant pas eu accès à la salle d'audience, le réalisateur a dû se contenter de raconter l'évènement au travers des entrevues. L'exercice est périlleux. La réalisation est gauche. Et que dire de la musique, répétitive et un peu trop tonitruante ?

Daniel Leconte a voulu éviter les artifices mais le résultat est décevant

SANS ARTIFICES

Toutes filmées sur fond noir, les entrevues se succèdent et parfois s'étirent. On rencontre le directeur de *Charlie Hebdo*, Philippe Val, les avocats des deux parties, des journalistes, le recteur de la Grande mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, et plusieurs témoins, dont la philosophe Elisabeth Badinter et les politiciens français François Hollande et François Bayrou. Daniel Leconte a voulu éviter les artifices, mais le résultat est décevant. Avec un peu d'imagination, il aurait été possible de pallier l'absence d'images de l'audience.

L'équipe a toutefois eu accès à la salle où se déroulent des échanges intéressants entre les membres du public venus assister au procès. Le cœur du film est là : le débat sur le racisme et la liberté d'expression.

PHOTO : AZ FILMS

Extrait du documentaire *C'est dur d'être aimé par des cons.*

Daniel Leconte a voulu présenter un point de vue neutre, mais il se range clairement du côté de *Charlie Hebdo*. Lui-même journaliste, il penche moins vers la partie adverse. Difficile aussi de bien comprendre le débat lorsque le contexte socio-historique est écarté.

C'est dur d'être aimé par des cons,
Daniel Leconte, en salle le 24 octobre.

Les 10 ans de l'ATSA

L'ART TERRORISTE

Depuis 10 ans, l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA) multiplie les interventions urbaines. Touchant à des enjeux sociaux et environnementaux, ce duo d'artistes inclassables provoque.

Arthur LACOMME

Place Émilie-Gamelin, une froide soirée d'automne. Deux immenses tentes blanches plantent le décor. Aux sans-abris, habitués des lieux, se mêlent citoyens et artistes. *État d'Urgence* est *« un camp de réfugiés urbains »* créé par l'ATSA. Il offre différentes activités et fournit nourriture, vêtements et lits aux itinérants. En une décennie, l'évènement s'est imposé dans le paysage artistique et social montréalais.

« Indignés par l'écart entre riches et pauvres, nous voulons, avec cette installation, mettre les gens en interaction et mettre ce sujet de discussion sur la place publique, rappelle Annie Roy, l'artiste qui a cofondé l'ATSA. *Notre art provoque, tout en favorisant l'ouverture à l'autre et la prise de conscience. »*

L'ATSA est née du souci de conscientiser. Fin 1997, le couple installe *La banque à bas* en face du Musée d'art contemporain où, ironiquement, une exposition sur l'art public se tient. Des poêles, faisant office de guichets automatiques distributeurs de vêtements chauds, dénoncent alors la pauvreté grandissante. Depuis, une vingtaine d'actions ont jalonné leurs 10 ans d'activisme, avec comme thèmes principaux l'environnement, la surconsommation, l'itinérance et le patrimoine.

« Ils nous invitent dans un lieu, sans que l'on sache à quoi s'attendre, afin de nous faire voir le quotidien différemment », précise Louis Jacob, sociologue spécialisé en intervention artistique en milieu urbain. Ainsi la place Émilie-Gamelin, proche du métro Berri-UQAM, où généralement les regards s'évitent, se transforme en un lieu de rencontres et de créations artistiques. En programmant des micros ouverts pour les itinérants ou en les mettant en contact avec des œuvres d'artistes comme Gilles Vaillancourt, l'organisme utilise l'art pour montrer une autre facette des itinérants. *« On réalise qu'ils ont du talent et ne sont pas juste ceux qui puent, qui font du bruit et qu'on évite parce qu'on en a peur »,* confie Annie Roy.

Mais leurs actions suscitent parfois l'indignation, comme *Attentat #10.* En 2005, 350 brigadiers volontaires ont distribué 10 000 contraventions citoyennes aux propriétaires de véhicules utilitaires sport. Les amendes étaient factices, avec un texte de sensibilisation au verso. *« C'est inefficace »*, estime François Cardinal, auteur du livre *Le mythe du Québec vert*. *« Je ne crois pas que le public cible va changer d'attitude, car la culpabilité ne fonctionne pas comme approche. Et la sensibilisation prend du temps. »*

Steven Guilbault, coordonnateur général adjoint d'Équiterre, croit que même si cela peut en refroidir certains, le message passe quand même. *« Leur travail est complémentaire au nôtre.* Attentat #10 *aurait été impossible il y a 10 ans, car la société n'était pas rendue là. Aujourd'hui, on ne se demande plus s'il y a un problème, mais plutôt ce que l'on en fait. »*

Même son de cloche auprès de ceux qui travaillent avec les sans-abri. Selon Pierre Gaudreau, coordonnateur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, l'ATSA participe au changement : *« Si le gouvernement du Québec tient sa première commission parlementaire sur l'itinérance cet automne, c'est grâce à nos actions, mais aussi à celles comme* État d'Urgence, *un coup d'éclat parmi d'autres qui aide à la cause. »*

Annie Roy se dit artiste avant d'être militante : *« On agit ainsi pour le plaisir de créer, mais d'une manière sérieuse, afin de faire avancer les causes »*. Ce qui explique aussi que leurs actions spontanées aient été remplacées aujourd'hui par un calendrier d'évènements planifiés. *« On aimerait beaucoup se redonner la liberté du début, réagir à quelque chose rapidement, sur un coup de tête »*, avoue avec nostalgie Annie Roy. Mais elle est consciente que leurs projets récurrents permettent d'en améliorer la formule chaque année.

La 10e édition d'*État d'Urgence* se tient du 26 au 30 novembre à la place Émilie-Gamelin.

Brèves

Clowns engagés

Sol n'est pas là que pour vous faire rire ou pleurer. Son attirail burlesque sert aussi à faire passer des messages engagés. La clown sans papiers du spectacle Sunk in the trunk se bat avec une frontière en papier toilette, le 19 octobre à 15 heures, à la Maison de la culture de Notre-Dame-de-Grâce. La fable pourrait aider certains à trouver leur vocation. Justement, un programme officieux est offert à l'UdeM ! Le Bataillon révolutionnaire des olibrius utopistes hérétiques activistes hilares anticapitalistes BROUHAHA propose une formation de clown, le 17 octobre à 16 heures, au café d'anthropologie (pavillon Lionel-Groulx).

RECTIFICATIF

Plusieurs erreurs se sont glissées dans l'entrevue intitulée « Saint Métalleux, priez pour nous », accordée par Jean-Guy Nadeau à Quartier Libre dans le numéro 2 du 17 septembre 2008. Dans le texte de la chanson Chop Suey, il ne fallait pas lire « Father, forsaken me » mais « Father, why have you forsaken me ? ». En ce qui concerne « Les 400 Lapins », il s'agit d'un groupe et non d'une chanson des Vulgaires Machins. Il fallait aussi noter que dans ses recherches, Jean-Guy Nadeau parle plus de musique rock que de musique metal.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 20

Galas de lutte amateur

LA FACE CACHÉE DE LA LUTTE

Qu'importent les douleurs articulaires, les huées des spectateurs et les habits en lycra ajustés. Les lutteurs ont la couenne dure. Il faut avoir le feu sacré pour se soumettre à de tels traitements. L'attention que leur accorde le public et l'amour du jeu théâtral suffisent à mettre un peu de baume sur leurs plaies.

Mélanie MARQUIS

Même sonnés, hués, insultés, les lutteurs remontent sur le ring. Pour le lutteur Bulldozer, de la fédération québécoise Inter-Championship Wrestling (ICW), le jeu en vaut la chandelle : *« C'est pour le trip ! C'est aussi pas mal flatteur quand le monde t'applaudit et embarque dans ton show. »* Comme il incarne un gentil, il reste dans les bonnes grâces des amateurs. Dans le milieu, on appelle ça une *« gimmick »* : c'est la personnalité du lutteur, son comportement, son allure ou ses traits distinctifs. Mobster, par exemple, se la joue mafioso et tente de recréer la magie de la Costa Nostra dans le ring de la ICW. Chandail serré et chaînes platine au cou, il pimente le tout avec un accent à la Marlon Brando. Bulldozer, pour sa part, joue le dur au cœur tendre. Il est possible que cela ait fait de lui un lutteur béni des dieux, car il roule sa bosse depuis une quinzaine d'années sans jamais avoir subi de blessures. Certains n'ont pas eu la même chance que Bulldozer et ont dû se retirer, trop amochés. Quand on aime, on ne compte pas.

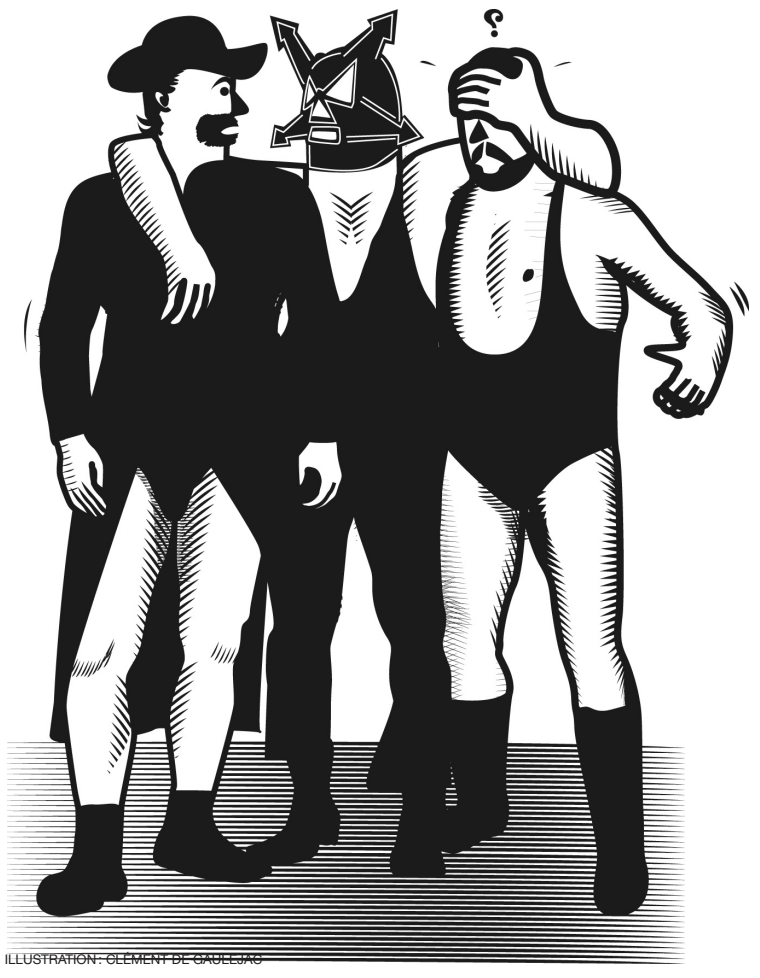


ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

THÉÂTRE EXTRÊME

« Le but, pour un lutteur, c'est d'embarquer le spectateur dans son jeu. Quand ça marche, il part le soir en sifflotant et pense à une autre façon d'aller chercher le public la semaine suivante », analyse Paul Leduc, ex-lutteur devenu promoteur. La mise en scène du spectacle est assurée par le promoteur. Avant, pendant et après la présentation, il monte sur le ring pour galvaniser la foule et ficeler un scénario qui tiendra les supporters en haleine. C'est sur cet aspect culturel, plus *showbiz*, que Paul Leduc mise pour assurer la survie de la lutte amateur québécoise.

Le secret est éventé depuis belle lurette : la lutte, c'est arrangé. Les qualités athlétiques ne constituent pas en soi un gage de succès pour les lutteurs. D'ailleurs, plusieurs combattants aux muscles distendus et à l'abdomen proéminent réussissent quand même à tirer leur épingle du jeu. Bien sûr, certaines prises sont plus corsées et relèvent de l'acrobatie. Pour un lutteur, l'essentiel est de connaître les principales techniques de chute pour éviter les blessures.

Ce qui prime, ce sont les chorégraphies, les enchaînements et les jeux de rôle. Les lutteurs misent surtout sur une bonne maîtrise des habiletés théâtrales. Ils apprennent à se mettre en valeur sur le ring, comme les acteurs.

RÔLES DE COMPOSITION

Les lutteurs viennent de partout au Québec pour suivre la formation offerte par le centre Théâtre extrême de Montréal. Même l'industrie de la télévision et du cinéma fait appel à l'école fondée et gérée par la famille Leduc. Le comédien Antoine Bertrand l'a d'ailleurs fréquentée pour peaufiner son interprétation de Louis Cyr, l'homme fort. Il a eu droit à des cours intensifs, puisque Paul Leduc évalue à cinq ans le temps requis pour faire d'un lutteur amateur une véritable bête de scène. Il fait valoir que *« Ce n'est pas aussi facile que ce que pensent les gens ! Aujourd'hui, les lutteurs sont meilleurs que dans le temps : il faut qu'ils sachent interpréter les scénarios en plus d'improviser en fonction des interactions avec le public. »*

L'école fait donc appel à des professionnels du milieu culturel afin de permettre aux belligérants de développer leur fibre artistique. L'École nationale de Théâtre y offre des ateliers théâtraux. Les professeurs d'art dramatique enseignent notamment aux lutteurs l'art du mime, de l'expression corporelle et de l'art oratoire.

Une fois leur personnage intériorisé, les lutteurs s'imaginent leurs seyants habits de scène. L'école fournit le lycra et confectionne les habits. Puis, les lutteurs choisissent leur nom de scène. La plupart prennent des sobriquets à sonorité anglophone, faisant souvent référence à d'anciens lutteurs ou à des stars de cinéma hollywoodiennes. *« Les lutteurs sont comme des acteurs de téléromans, ils jouent un script et font évoluer l'histoire que nous, les promoteurs, scénarisons »*, explique Paul Leduc.

SUR LE RING AVEC BULLDOZER

Descente de la cuisse, écrasement du bassin, souplesse... Ding ! Ding ! Ding ! Bienvenue à un gala de la Inter-Championship Wrestling (ICW) de Montréal.

Mélanie MARQUIS

Dans le sous-sol de l'église Saint-Clément, assis sur d'inconfortables chaises orangées formant un cadre autour du ring, les amateurs attendent le début des hostilités. Quelques-uns grignotent des hot-dogs tandis que d'autres se réchauffent les cordes vocales en vociférant des insultes. Vers 20 heures, les lumières s'éteignent.

Bulldozer est le premier lutteur à fouler le tapis rouge qui mène au ring. D'un seul bond, des supporters enthousiastes s'alignent et forment une haie d'honneur derrière les cordons qui jouxtent le tapis. À la seconde où son adversaire, J.F. Inkell, pointe le bout de son biceps, l'hilarité s'empare de la salle. Les commentaires du public sont unanimes : le chétif concurrent n'est pas de taille. *« Tu ne dureras pas deux minutes, Inkell ! »*, hurle un adolescent. La prédiction était bonne. Bulldozer ne fait qu'une bouchée de J.F. Inkell. Il le projette dans les cordes, lui fait le coup de la corde à linge et l'écrase au tapis. Le pauvre J.F. Inkell quitte le ring un peu sonné, sous les railleries des amateurs.

> **Nous, on vient voir les beaux lutteurs**
>
> **Johanne**

Ensuite, les combats se succèdent sous le regard attentif du promoteur de la ICW, Ludger Proulx. Pendant les affrontements, ce dernier confisque des objets illicites comme une clé à mollette et un coup de poing américain. Il n'arrive toutefois pas à empêcher le lutteur Mobster de projeter un adversaire dans le frigo de la cantine. Rafraîchissant.

Tout au long des affrontements, dans le sanctuaire, les fidèles déballent une litanie d'injures. Mme Lévesque et ses deux filles sortent du lot. On entend leurs voix stridentes hurler du début à la fin de la soirée. Les trois femmes sont férues de lutte. *« J'ai emmené mon aînée voir son premier gala à 15 mois. Un lutteur l'a presque échappée ! »*, raconte la matriarche. Pour sa fille Johanne, la lutte, c'est un divertissement, mais aussi une bonne occasion de se rincer l'œil : *« Nous, on vient voir les beaux lutteurs »*, chuchote-t-elle sur le ton de la confidence.

On assiste donc à des galas de lutte comme d'autres vont au théâtre ou au cinéma. À l'affiche : des bons, des méchants, de l'action et de séduisants acteurs.

Tous les vendredis à 19h30, galas ICW au 1611, rue Saint-Clément, à Montréal.

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 21

Rencontre avec la chorégraphe Lucie Grégoire

DANSE SUR LA MONTAGNE

Lucie Grégoire roule sa bosse depuis ses débuts comme danseuse dans les années 1970. Passant aisément de l'enseignement à la création en plein air, cette amoureuse des grands espaces présente le 19 octobre un parcours chorégraphique extérieur, *Le retour du temps*, en plein parc du mont Royal.

Propos recueillis par Julia HAURIO

Q. L. : *Le retour du temps* est une chorégraphie *in situ*, quelles sont les caractéristiques d'une telle performance ?

Lucie Grégoire : C'est le paysage qui inspire la chorégraphie. C'est un peu comme si le lieu résonnait dans le corps des danseurs. Ils bougent, mais il y a des enfants qui courent autour, des oiseaux… Ils doivent s'ouvrir à leur environnement.

Q. L. : Vous exploitez le concept *in situ* depuis le début de votre carrière, comment vous est venue cette envie de sortir des salles de spectacles ?

L. G. : Le goût du contact avec la nature a toujours été en moi. En 1981, j'ai décidé de faire ma deuxième création extérieure. Depuis, je tiens à garder ce travail en parallèle à mes créations en salle.

Q. L. : À quel genre d'expérience peut s'attendre le public ?

L. G. : Dans le cas de cette pièce, le public doit se déplacer avec les danseurs pour voir la chorégraphie au complet. Il doit donc suivre leur rythme. S'il y a un mouvement rapide, les spectateurs doivent courir pour rejoindre les danseurs, et au contraire, marcher très lentement quand ceux-ci interprètent des gestes plus lents. Le spectateur est donc plus actif que lorsqu'il assiste à un spectacle traditionnel, tranquillement assis sur sa chaise.

Q. L. : Le parcours chorégraphique *Le retour du temps* est présenté à trois moments de l'année : l'été, l'automne et l'hiver, au même endroit, sur le mont Royal. Comment envisagez-vous de composer avec les conditions hivernales ?

Les spectateurs doivent courir pour rejoindre les danseurs

Lucie Grégoire

L. G. : Ce ne sera pas ma première expérience hivernale, je l'ai déjà fait avec des étudiants de l'UQAM au Jardin botanique. C'est la saison qui m'intéresse le plus. Les pas sur la terre ferme ne sont pas les mêmes sur la neige. Tout est blanc, la lumière est différente, c'est un plus grand défi. Le passage d'une saison à l'autre marque le temps qui passe. La répétition de la même chorégraphie, au même endroit, c'est un peu comme si le temps revenait.

Q. L. : Vous avez choisi spécifiquement 30 danseurs de la relève montréalaise pour interpréter votre chorégraphie, pourquoi ?

L. G. : Je souhaitais intégrer des jeunes dans une création professionnelle, car malheureusement, quand ils terminent leur formation, très peu sont engagés par des compagnies. De plus, le travail à l'extérieur ne fait pas partie de leur apprentissage. Je pense que c'est une dimension qu'un interprète doit connaître.

Q. L : Vous avez vécu aux États-Unis, en France et au Japon ; est-ce que la danse contemporaine montréalaise est reconnue au niveau international ?

PHOTO : JULIA HAURIO

Lucie Grégoire

L. G. : Oui, il y a eu récemment un symposium sur la danse au Japon ayant pour thème : *Le Québec : capitale de la danse contemporaine*. Par contre, les danseurs, ici, négligent souvent l'entraînement. Que ce soit en Europe ou même à Toronto, les danseurs prennent chaque jour des classes d'entraînement en plus des répétitions. Ils sont plus techniques qu'à Montréal. Je suis plutôt inquiète. Le Conseil des arts et des lettres du Québec a récemment revu sa politique de subvention et encourage les diffusions à grande échelle plutôt que les pièces expérimentales et avant-gardistes. Selon moi, c'est une grave erreur, car la création va en pâtir.

Le retour du temps, parcours chorégraphique présenté sur le mont-Royal. 19 octobre 13 h et 16 h (en cas de pluie remis au 26 octobre)
Lieu de départ : Belvédère en face du Chalet du Mont-Royal

Brèves

Christine BERGER

Le Liban protège sa cuisine

Le falafel est au centre d'un litige entre le Liban et Israël. Les deux pays pourraient s'affronter à ce sujet devant les instances juridiques internationales. Le Liban accuse Israël d'avoir violé ses droits sur la fabrication et la commercialisation de ses produits alimentaires nationaux et revendique la reconnaissance de l'houmous et du kebbé, entre autres mets, comme autant de variétés de la cuisine traditionnelle libanaise. Fadi Abboud, président de l'Association des produits industriels libanais, explique que plusieurs produits de la cuisine libanaise traditionnelle sont récupérés par Israël et mis en vente sous une marque israélienne. Pourtant, ces plats existaient avant même la création de l'État d'Israël. Le Liban considère qu'on lui vole impunément une part du marché. *« La distribution de ces produits sur le marché mondial sous la même appellation et avec les mêmes ingrédients, représente un manque à gagner pour le Liban de l'ordre de dizaines de millions de dollars par an »,* estime M. Abboud.

Yediot Ahoronot (Israël)

Les jours sont contés

La Grande Fête de la parole aura lieu cette année du 18 au 26 octobre aux quatre coins de l'Estrie. Elle rassemblera des conteurs étrangers, dont Jihad Darwiche (Liban) et Guth Des Prez (France). La Grande Fête de la parole se présente comme la version allégée du grand festival Les jours sont contés. L'édition 2008 est dédiée au dessinateur de renommée internationale Vittorio, qui a créé pendant six années consécutives des images pour le festival.

Pour le seizième anniversaire de l'évènement, les Productions Littoral ont opté pour une formule plus modeste que les années précédentes. La compagnie explique qu'elle a opté pour la modération dans le but de permettre aux spectateurs d'assister au plus de représentations possible. Se donner comme mot d'ordre de n'en manquer aucune, c'est se donner l'occasion de découvrir une région du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest.

Recherchons
Donneurs de sperme pour aider les personnes infertiles

- Hommes entre 18 et 40 ans
- En bonne santé
- De toutes nationalités
- Confidentialité assurée

Pour information, appeler au (514) 345-9877, poste 2237

PROCREA
Centre de Cryoconservation

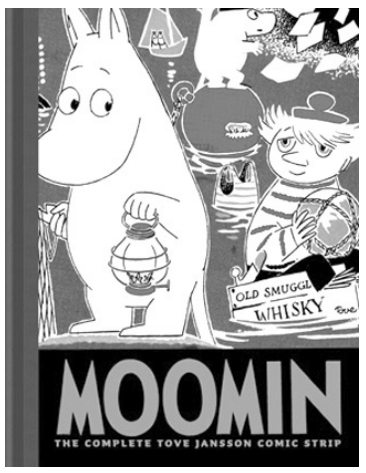
_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 22

Moomin, the complete Tove Jansson comic strip, **Drawn & Quarterly**

DANS LA VALLÉE DES MOOMINS

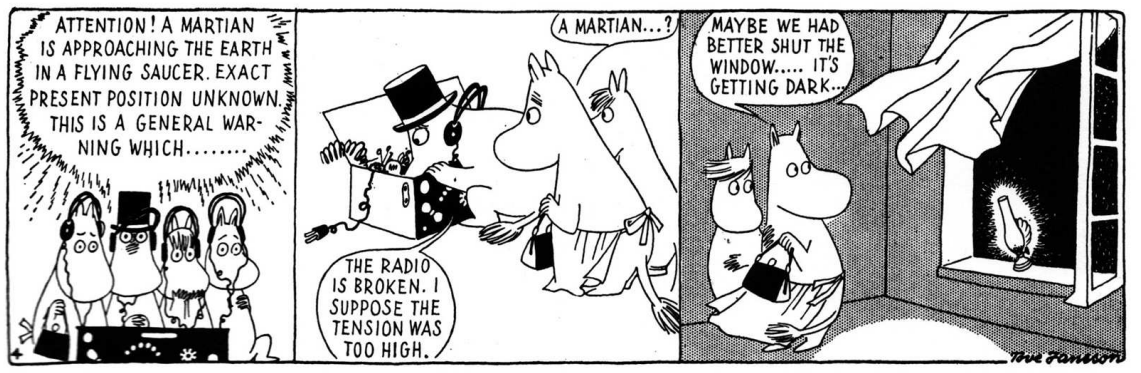
Julie DELPORTE

Ils ont de gros nez ronds, mais il ne faut pas les confondre avec des hippopotames. Ils sont blancs et poilus. Ils vivent en famille dans une tour au bord de la mer, au rythme de ce qui ressemble à une douce utopie – imaginée alors que montait le fascisme en Europe. Ce sont les Moomins : des trolls (quel affreux mot pour de si jolis personnages) créés par la finlandaise Tove Jansson et apparus pour la première fois dans des livres illustrés de langue suédoise en 1945.



Depuis, dans leur pays d'origine, ils sont adulés et respectés. Les enfants scandinaves les trimbalent sur leurs sacs et leurs bobettes et se rendent tous une fois dans leur vie au parc d'attractions qui leur est dédié : *Moomin World*.

Jusqu'en 2006, à l'exception de quelques diffusions télévisées de l'adaptation japonaise de leurs aventures en dessin animé, les Moomins ne couraient pas nos contrées nord-américaines. Étrange, car la finesse des réflexions de ces bipèdes attachants n'a rien à envier à *Peanuts* ou à *Calvin et Hobbes*. Un exemple : alors que Snork Maiden, la blonde de Moomin (le Moomin qui s'appelle Moomin), est jalouse d'une lady à qui son amoureux fait des courbettes, une amie lui glisse une devinette ironique. *« Quelle est la différence entre le premier et le dernier amour ? »* Réponse : *« On pense toujours que le premier est le dernier, et que le dernier est le premier. »* Quant au trait de crayon de leur dessinatrice, il exprime par d'infimes variations de sourcils une multitude de réactions humaines.



La méconnaissance de cette œuvre ne pouvait provenir d'un problème de traduction. La maison d'édition montréalaise Drawn & Quarterly publie depuis deux ans les recueils de strips mettant en scène la famille Moomin. Le troisième des cinq volumes prévus est paru cet été. Ces strips ont été publié pour la première fois en anglais par le quotidien londonien The Evening News à partir de 1954. Tove Jansson les dessina jusqu'à l'épuisement de son inspiration en 1959, puis laissa la série aux mains de son frère Lars Jansson, capable de copier son style avec précision.

Si vous tenez à lire *Moomin* en français, la même série de comic strip existe chez un éditeur jeunesse français, *Le petit lézard*, qui a démarré ses publications en même temps que ses comparses anglophones. La version française en est rendue au deuxième tome, *Moomin et la mer*. Cependant, sachez qu'il vous en coûtera, au Québec, le double du prix pour la version française (environ 40 $), mais c'est le lot de beaucoup de bandes dessinées importées d'Europe. Sachez surtout que vous subirez un massacre typographique : la manière dont sont moulées les lettres est toute impersonnelle et grasse. Que c'est laid.

C'est que *Moomin* constitue un héritage à ne pas traiter à la légère. Le petit monde de la BD ne s'y est pas trompé. La publication anglophone des strips a reçu le distingué Harvey Award, tandis que la version française s'est vue remettre le prix Essentiel patrimoine au Festival international de la bande dessinée d'Angoulême en janvier dernier.

Moomin, Tove Jansson, Le petit lézard.
Deux tomes parus.

***Moomin**, the complete Tove Jansson comic strip*, Drawn & Quarterly.
Trois tomes parus.

Musique

NATE JAMES

Set the tone

(4 Management)

Naïla STOODLEY

Doté d'une voix douce et harmonieuse, James amène une saveur romantique à son album. On retrouve plusieurs chansons d'amour où le jeune britannique parle de son déchirement entre le désir et l'amour réel. Toutefois, son approche et son interprétation sont plutôt frileuses. Les mélodies sont entraînantes et accompagnées de paroles simplistes. Par exemple, la pièce « The Message » traite des changements dans la musique d'aujourd'hui. Le manque d'originalité y est interprété à travers les paroles suivantes : *« There is something wrong with sounds today. Never really captured how I feel. Whatever happened to the sounds today I think they are lackin' something real. »*

Dans son ensemble, l'album se caractérise par des arrangements musicaux à influence R'n'B, un rythme musical parsemé de funk, une voix et des paroles marquées par un style plutôt pop. L'air musical de la pièce « Pretend » fait beaucoup penser à la chanson « Don't you forget it » de Glenn Lewis. Les accords de la pièce « Universal » rappellent la chanson « Superstitious » de Stevie Wonder. Les pièces laissent transparaître une certaine sensibilité, mais sans réussir à générer des émotions. La musique de Nate James ne laisse pas une forte impression car le jeune britannique ne sort pas de sa zone de confort. Il garde le même ton, soit une voix mielleuse et douce sur toutes les pistes.

AGENDA de Quartier Libre

Évènements à ne pas manquer

Campus

LE NOUVEAU MONDE - L'Orchestre de l'Université de Montréal

QUOI ? Avis aux amateurs de musique classique ou tout simplement aux curieux.
L'Orchestre de l'UdeM vous réserve du Prokofiev, du Beethoven et du Dvorak, complétés par la touche locale du gagnant du concours de composition 2008, Benoît Côté. Un programme qui pourrait bien faire plaisir à vos oreilles.
QUAND ? Samedi 18 octobre 2008, 19 h 30
OÙ ? Faculté de musique, 220 avenue Vincent-d'Indy, salle Claude-Champagne

Société

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'AVENTURE DE MONTRÉAL (FIFAM)

QUOI ? Une occasion unique de voir des films d'aventure provenant des quatre coins du monde, sur des thèmes aussi variés que l'alpinisme, l'environnement, le cyclisme, la spéléologie ou le monde animalier. Court ou long métrage, fiction ou documentaire, le FIFAM s'intéresse aux récits, reportages, portraits présentant les multiples facettes de l'aventure qu'elle soit sportive ou humaine. Lancez vous dans la découverte !
QUAND ? Du 22 au 25 octobre 2008
OÙ ? Salle Marie-Gérin Lajoie - Université du Québec à Montréal - 405, rue Sainte-Catherine Est

Culture

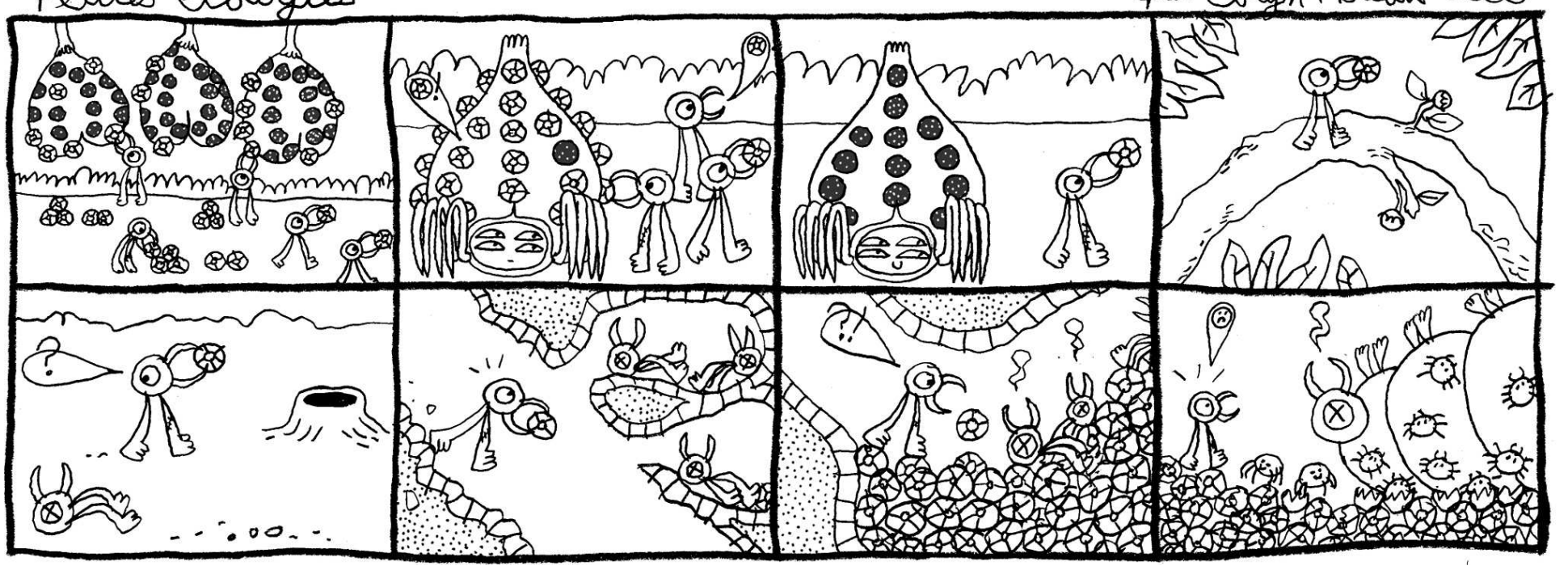
COLLOQUE SUR L'HUMOUR

QUOI ? Jean-René Dufort, Chantal Lamarre, François Avard et bien d'autres se réunissent pour la Rencontre nationale de réflexion sur le rôle et l'impact de l'humour québécois. Les universitaires et professionnels de la boutade vous apprendront entre autres comment l'humour serait, depuis des générations, un moyen de lutter contre la dépression saisonnière.
Information et inscription : www.colloquehumour.com
QUAND ? 21 et 22 octobre 2008, de 9 h à 17 h 30
OÙ ? à l'UQAM

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 23

Petites ecologies

par Evelyn Moreau 2008



COURTES HISTOIRES DE SCIENCE-FICTION

PARENTHÈSE

_QLvol16no4.qxd 10/14/08 11:55 PM Page 24